

AVEC 159 TRILLIONS DE PIEDS CUBES DE GAZ PROUVÉS

L'Algérie, un partenaire fiable pour l'Europe

Alors que l'Europe tente de sécuriser des alternatives fiables au gaz russe, l'Algérie s'impose plus que jamais comme un partenaire énergétique incontournable. Avec 159 trillions de pieds cubes (Tcf) de réserves de gaz prouvées à fin 2024, selon les dernières données de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le pays maghrébin affiche un potentiel stratégique unique dans le paysage énergétique méditerranéen. P 3



PÉTROLE **Le Brent frôle les 65 dollars**

Les cours du pétrole sont en légère baisse lundi, plombés par l'abaissement vendredi de la note de la qualité de la dette des Etats-Unis par l'agence Moody's, qui tire les marchés financiers vers le bas. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait 0,75% à 64,92 dollars.

P 2

RÉGULARISATION DE LA SITUATION DES JEUNES ACTIVANT DANS LE COMMERCE DU CABAS **La décision du Président Tebboune saluée**

La décision prise par le président de la République de régulariser l'activité des micro-importateurs activant dans le commerce dit « Cabas », suscite un accueil favorable et soulève de nombreuses attentes. L'instruction donnée lors du dernier Conseil des ministres vise à formaliser une activité jusque-là confinée dans l'informel, mais essentielle à l'approvisionnement des marchés et à la survie de milliers de petits commerçants.

P 2

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BID **Mise en avant des efforts de l'Algérie en matière de formation et d'emploi des jeunes**

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui et le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Yacine El Mahdi Ouallid ont souligné les efforts de l'Algérie en matière de formation et d'emploi des jeunes, et ce lors des travaux des assemblées annuelles du Groupe de la Banque islamique du développement (BID), débutés lundi à Alger.

P 5

INDUSTRIE AUTOMOBILE
**Naissance
d'un groupement industriel
algéro-italien** P 2

SONELGAZ
**268 millions d'euros
d'exportations en 2024** P 3

TÉLÉPHONIE MOBILE
**Djezzy et la BDL lancent le
e-paiement par la carte
VISA** P 5

HYDRAULIQUE
L'ADE lance le service
de facturation en
ligne

L'Algérienne des Eaux (ADE) a procédé, dimanche à Alger, au lancement de la nouvelle version de son application numérique "MiyahiMob", permettant aux clients de recevoir leurs factures par voie électronique et de régler leurs anciennes factures. une initiative qui s'inscrit dans le cadre des efforts de l'entreprise pour renforcer la transformation numérique et améliorer la qualité du service. L'annonce a été faite lors de l'ouverture de la 20e édition du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau "SIEE Pollutec2025", du 18 au 20 mai au Palais des Expositions, présidée par le ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, en présence de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Nadjiba Djilali. Dans une déclaration à l'APS, le directeur central chargé de la clientèle et de la communication à l'ADE, Salah Eddine Cheriet, a précisé que cette nouvelle version, développée par l'entreprise, contribuera à la mise à jour de la base de données des clients afin de permettre l'envoi des factures par e-mail et SMS. Soulignant que cette seconde version vient pallier les lacunes de la première lancée en 2023, le responsable a indiqué que la nouvelle version permet aux clients de créer des comptes personnels pour consulter leurs anciennes factures, demander leur envoi par e-mail, simuler une facture, payer en ligne, déposer des réclamations et localiser les agences commerciales de l'entreprise. Dans le cadre de l'amélioration des services, l'ADE a entamé l'émission des premières factures d'eau et d'assainissement en langue arabe, a ajouté M. Cheriet indiquant que ces factures seront généralisées progressivement au cours de ce trimestre ou au plus tard au suivant, parallèlement à la collecte des données des clients, notamment via des échanges directs avec eux.

RÉGULARISATION DE LA SITUATION DES JEUNES ACTIVANT
DANS LE COMMERCE DU CABAS

La décision du président Tebboune
saluée

La décision prise par le président de la République de régulariser l'activité des micro-importateurs activant dans le commerce dit « Cabas », suscite un accueil favorable et soulève de nombreuses attentes. L'instruction donnée lors du dernier Conseil des ministres vise à formaliser une activité jusque-là confinée dans l'informel, mais essentielle à l'approvisionnement des marchés et à la survie de milliers de petits commerçants.

Par Mourad A.

S'exprimant sur la « Chaîne III » de la radio nationale, Mahfoud Kaoubi, analyste économique et financier, a qualifié cette décision à la fois opportune et nécessaire : « C'est une réponse à une revendication sociale majeure. Ces petits commerçants ont été muselés, pour ne pas dire marginalisés, par des mesures drastiques appliquées au niveau des ports et aéroports depuis l'année dernière », a-t-il souligné. Cette activité informelle a en effet fait l'objet de restrictions sévères, entraînant une frustration croissante chez les petits importateurs, dont le nombre important reflète à la fois le poids économique et l'ancrage social du phénomène. La régularisation passera par le statut d'auto-entrepreneur, déjà adopté par 30 000 jeunes à ce jour. Pour M. Kaoubi, cela pourrait permettre une inclusion rapide de milliers d'agents économiques informels dans le circuit formel : « À très court

terme, cette régularisation apportera un apaisement social. Mais il faut aussi se poser la question de fond : est-ce de l'auto-entrepreneuriat ou simplement de la revente en l'état ? » Au-delà de la dimension sociale, la régularisation des commerçants du « cabas » renvoie à des problèmes structurels non résolus, notamment celui de la dualité des marchés et du taux de change. Le différentiel entre le taux officiel et celui du marché parallèle atteint aujourd'hui 80 %, une distorsion qui favorise les pratiques de surfacturation et désormais, selon M. Kaoubi, de sous-facturation. « Le cœur du problème reste la dualité du taux de change. Tant qu'elle persiste, on ne pourra pas régler durablement la dualité des marchés, ni absorber véritablement l'informel », a-t-il martelé. À ce titre, il a proposé une solution transitoire : instaurer un taux officiel bis, aligné sur le taux parallèle (autour de 260 dinars/dollar), notamment pour les importations de produits dits non essentiels comme les véhi-

cules. La régularisation des micro-importateurs constitue sans conteste une avancée politique majeure, saluée comme telle. Mais pour Mahfoud Kaoubi, elle ne portera ses fruits que si elle s'inscrit dans une réforme plus large, combinant unification du taux de change, organisation des marchés, réforme du commerce extérieur et modernisation des outils de gestion publique : « Si on continue à utiliser les mêmes remèdes pour les mêmes pathologies, on reviendra toujours à la case départ. Il est temps de traiter les vraies causes et non uniquement les symptômes ».

L'ANCA soutient pleinement
l'initiative présidentielle

Pour sa part, l'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA) a salué cette décision présidentielle, estimant qu'elle constitue une avancée majeure : « La décision du président de la République de régulariser la situation des importateurs non déclarés (cabas),

de définir les mécanismes encadrant leur activité et d'établir une liste des produits autorisés à l'importation, leur garantira un revenu légal et stable, les protégera des sanctions et des saisies, tout en contribuant à la réduction de l'économie parallèle qui vide les caisses de l'État, freine l'investissement et fausse les règles de la concurrence loyale ». L'association estime également que cette mesure est de nature à inciter la jeunesse à s'impliquer dans l'économie formelle, notamment via le statut d'auto-entrepreneur, les TPE et les start-ups. Elle appelle en outre les collectivités locales à valoriser les locaux fermés et les espaces abandonnés, afin de les mettre à la disposition des jeunes souhaitant exercer une activité commerciale ou artisanale dans un cadre légal. « Cela leur permettrait d'échapper au chômage, de s'éloigner des fléaux sociaux et de contribuer au développement local, qui reste la base du développement économique national », a souligné l'ANCA.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Naissance d'un groupement industriel algéro-italien

Le ministère de l'Industrie a annoncé, hier à Alger, la naissance d'un groupement à intérêt économique (GIE) algéro-italien spécialisé dans la production de pièces en plastique et en caoutchouc destinées à l'industrie automobile.

C'est lors d'une cérémonie, supervisée par le ministre Sifi Ghrieb qu'un accord de partenariat a été signé entre le groupe italien Sigit, spécialisé dans la fabrication de composants plastiques et en caoutchouc destinés à l'industrie automobile, et l'entreprise publique Siplas,

filiale du groupe public ENPC, relevant de la société-mère ACS Holding, précise le ministère dans un communiqué. En effet, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Industrie visant à localiser les industries stratégiques en Algérie et à garantir un

taux d'intégration locale dans la fabrication de véhicules. Le groupement industriel sera spécialisé dans la fabrication d'accessoires plastiques pour véhicules et sera implanté dans la zone industrielle de la wilaya de Sétif.

S R.

FORMATION

Convention de partenariat entre l'université de Bouira et le groupe AGRODIV

Une convention a été signée, lundi, entre l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, et le groupe agro-industriel public "Agrodiv", à l'occasion du 69e anniversaire de la Journée nationale de l'Étudiant, célébrée le 19 mai de chaque année. Le texte de cette convention a été paraphé par le recteur de l'université Akli Mohand Oulhadj, Ali Larguet, et le directeur régional de la filière du groupe

Agrodiv à Laghouat, Mohamed Dahmani, en présence des autorités locales de Bouira, à leur tête le secrétaire général de la wilaya, Fayçal Saidi. Il s'agit en effet d'une convention préliminaire de partenariat devant permettre aux étudiants de l'université de Bouira, notamment ceux des filières techniques, de suivre des stages pratiques et des formations, et de réaliser leurs mémoires de fin d'études au sein de ce groupe

agro-industriel public, selon M. Dahmani. Cette convention, s'inscrit dans le cadre du "programme du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à aider les étudiants à créer leurs micro-entreprises et à réaliser leurs projets", a expliqué à l'APS le représentant régional d'Agrodiv. "Ce genre de convention permet aussi de créer des postes d'emploi au profit des étudiants sortant de l'uni-

versité au sein du groupe Agrodiv spécialisé dans l'industrie agro-alimentaire", a ajouté le même responsable. Durant les cinq dernières années, l'université Akli Mohand Oulhadj a signé une série de conventions avec plusieurs entreprises publiques et privées dans le cadre d'une nouvelle vision de nature à permettre à l'université d'accompagner et de renforcer le développement économique local et national.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC 159 TRILLIONS DE PIEDS CUBES DE GAZ PROUVÉS

L'Algérie, un partenaire fiable pour l'Europe

Alors que l'Europe tente de sécuriser des alternatives fiables au gaz russe, l'Algérie s'impose plus que jamais comme un partenaire énergétique incontournable. Avec 159 trillions de pieds cubes (Tcf) de réserves de gaz prouvées à fin 2024, selon les dernières données de la plateforme spécialisée « *Attaqa.net* », le pays maghrébin affiche un potentiel stratégique unique dans le paysage énergétique méditerranéen.

Par Mourad A.

Contrairement aux gisements prometteurs mais limités de la méditerranée orientale évalués à 80 Tcf exploitables selon Wood Mackenzie, l'Algérie possède des réserves prouvées presque deux fois supérieures. Mieux encore, le pays détient les troisièmes plus grandes réserves mondiales de gaz de schiste non exploité, estimées à plus de 700 Tcf, selon l'US Geological Survey. Ce n'est pas seulement l'abondance de ses ressources qui donne l'avantage à l'Algérie, mais aussi sa capacité à les acheminer efficacement. Grâce à une infrastructure énergétique mature, composée notamment des gazoducs Transmed (via la Tunisie vers l'Italie) et Medgaz (directement vers l'Espagne), le gaz algérien est déjà

connecté au cœur du marché européen. Le pays exploite également plusieurs terminaux de liquéfaction à Skikda et Arzew, lui permettant d'exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) vers tous les continents. En 2024, l'Algérie a exporté 11,62 millions de tonnes de GNL, dont 6,84 millions de tonnes à destination de l'Union européenne. Au premier trimestre de 2025, ces volumes se sont établis à 2,24 millions de tonnes au total, dont 1,07 million vers l'UE. À l'heure où la guerre en Ukraine, les tensions en Méditerranée orientale, et les conflits au Proche-Orient compliquent la réalisation de projets énergétiques majeurs, l'Algérie offre un rare climat de stabilité. Cette sérénité politique, combinée à des relations relativement apaisées avec ses voisins, permet au pays de maintenir

un flux énergétique constant et fiable vers l'Europe.

À l'inverse, les espoirs placés dans l'Est de la Méditerranée sont régulièrement freinés par des obstacles géopolitiques majeurs : conflit Entité sioniste-Palestine, rivalités entre la Turquie et la Grèce, ou encore incertitudes sur le Liban. Le projet de gazoduc EastMed, censé relier l'Est de la Méditerranée à l'Europe via Chypre et la Grèce, a ainsi été abandonné en raison de coûts prohibitifs et d'un contexte géopolitique instable.

Dans sa quête de diversification, l'Europe privilégie désormais des sources plus flexibles, notamment via le GNL. L'Algérie, avec ses capacités de liquéfaction opérationnelles, s'adapte à cette logique, permettant à ses partenaires de signer des contrats à court et moyen terme, loin des

engagements rigides qui ont marqué la dépendance vis-à-vis de la Russie. De plus, la stratégie européenne visant la neutralité carbone d'ici 2050 rend moins viable les projets lourds de pipeline à long terme. Le modèle algérien, fondé sur la modularité des livraisons et l'agilité logistique, cadre mieux avec cette vision énergétique de l'avenir.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : réserves abondantes, infrastructures opérationnelles, exportations croissantes et stabilité politique. En l'absence d'alternative aussi complète, l'Algérie s'affirme comme le partenaire énergétique de choix pour l'Europe à moyen et long terme. Dans un monde énergétique de plus en plus incertain, Alger se positionne non pas comme un plan B, mais comme un pilier stratégique de la sécurité énergétique européenne.

SONELGAZ

268 millions d'euros d'exportations en 2024

Par M. A.

Le groupe Sonelgaz a présenté, ce lundi, son bilan annuel devant les cadres de l'entreprise et les autorités du secteur de l'énergie, lors d'une rencontre nationale organisée à Alger. Placée sous la supervision du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, et du président-directeur général du groupe, Mourad Adjaj, cette réunion s'est tenue dans un climat de mobilisation et de confiance, reflétant les avancées significatives réalisées par le groupe au cours de l'année 2024. Dans son allocution d'ouverture, Arkab a tenu à saluer les performances du groupe dans un contexte marqué par des défis climatiques et énergétiques croissants : « Sonelgaz a su

démontrer, en 2024, une résilience exemplaire. Malgré des vagues de chaleur extrêmes, l'alimentation en électricité a été assurée sans interruption et les exportations vers la Tunisie ont été maintenues », a-t-il déclaré. Le ministre a souligné que le taux de couverture électrique a franchi les 99 % à l'échelle nationale, tandis que le raccordement au gaz a atteint près de 70 %, illustrant la solidité des infrastructures et l'efficacité opérationnelle du groupe. Parmi les projets structurants lancés en 2024, le programme solaire photovoltaïque de 3 200 MW figure en tête de liste. Il marque, selon Arkab, « une étape clé dans la transition énergétique du pays », en alignement avec les engagements environnementaux de l'Algérie. Parallèlement, la généralisation des détecteurs de

monoxyde de carbone dans les foyers a été saluée comme une initiative à forte portée sociale, destinée à renforcer la sécurité des citoyens. Prenant la parole à son tour, le PDG de Sonelgaz, Mourad Adjaj, a rappelé que cette rencontre n'était pas uniquement dédiée au bilan : « C'est aussi un moment de projection vers l'avenir. Nous avons présenté les grands axes de notre stratégie à l'horizon 2035, qui constitue la pierre angulaire de notre feuille de route pour les années à venir ». Cette stratégie repose sur plusieurs piliers : la modernisation des infrastructures, la transformation numérique, la gouvernance des performances et l'intégration régionale, à travers des projets comme le Corridor Sud de l'hydrogène (SouthH2

Corridor) ou l'interconnexion électrique MEDLINK avec l'Italie. L'année 2024 a également été marquée par un record à l'international. Les exportations du groupe ont atteint 268 millions d'euros, grâce aux ventes d'électricité, d'équipements électriques, de services techniques et de formation. « Ce chiffre illustre non seulement la qualité de nos produits et services, mais aussi notre capacité à nous imposer sur les marchés régionaux », a commenté Adjaj. En prévision de la saison estivale, souvent critique pour les réseaux énergétiques, Arkab a appelé à une mobilisation renforcée : « La coordination entre les structures du groupe et les directions régionales est essentielle. Nous devons garantir la pleine disponibilité des stations de production, de transport et de distri-

bution », a-t-il insisté. Il a également encouragé la poursuite de la digitalisation des services, l'amélioration du service public, ainsi que la sensibilisation à la consommation rationnelle, un axe mis en lumière par le lancement d'une campagne nationale d'information par Sonelgaz. En clôture, Arkab a réaffirmé le soutien sans faille du ministère au groupe Sonelgaz, qu'il a qualifié de « socle de la sécurité énergétique et du développement durable de l'Algérie », dans le droit fil des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. L'État place toute sa confiance dans cette entreprise nationale et dans les compétences qu'elle mobilise. Les résultats de 2024 en sont la meilleure preuve », a-t-il conclu.

SOMMET MONDIAL DE L'HYDROGÈNE À ROTTERDAM

Participation d'une délégation algérienne

Par Selma R.

Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargé des énergies renouvelables, Nourddine Yassa, participera à partir d'aujourd'hui au Sommet mondial de l'hydrogène, qui se tiendra dans la ville de Rotterdam (Pays-Bas) du 20 au 22 mai en cours, a indiqué le ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, dans un communiqué. M. Yassa représentera l'Algérie lors de cet événement international majeur, accompagné de représentants du ministère, ainsi que de responsables des sociétés Sonatrach et Sonelgaz, en plus d'experts et de spécialistes dans les domaines des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert. Selon le communiqué, ce sommet figure parmi les événements mondiaux les plus importants dans le domaine de l'hydro-

gène. Il est organisé en partenariat avec le Conseil de l'énergie durable (SEC) et le groupe RX Global, en collaboration avec le gouvernement néerlandais, la province de Hollande-Méridionale, la municipalité et le port de Rotterdam. L'édition de cette année devrait rassembler plus de 15 000 participants venus du monde entier, représentant des gouvernements, des groupes industriels et énergétiques de premier plan, ainsi que des institutions financières internationales. Le sommet portera cette année sur l'évaluation des progrès réalisés dans la décarbonation et le développement de l'économie de l'hydrogène. Le secrétaire d'État présentera une intervention principale intitulée « L'économie de l'hydrogène en Algérie », dans laquelle il exposera la vision nationale pour le développement de cette ressource énergétique prometteuse. Il participera également à une table ronde de haut niveau

consacrée aux évolutions du marché mondial de l'hydrogène et aux perspectives du commerce transfrontalier de l'hydrogène et de ses dérivés. En marge de sa participation, M. Yassa tiendra une série de rencontres bilatérales avec plusieurs de ses homologues des pays participants, ainsi qu'avec des représentants de grandes entreprises internationales spécialisées dans les énergies propres, afin d'examiner les moyens de renforcer la coopération et les partenariats dans le domaine de l'hydrogène vert. La participation de l'Algérie à ce sommet s'inscrit, selon le communiqué, dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie nationale ambitieuse pour le développement de l'économie de l'hydrogène vert, visant à valoriser ses vastes ressources naturelles en énergie solaire et en terres disponibles, ainsi que son infrastructure énergétique avancée, pour devenir un ac-

teur clé et fiable sur le marché mondial de l'hydrogène. Par ailleurs, le pavillon algérien participera à l'exposition organisée en marge du sommet, où seront présentés les potentialités du pays, ses projets pilotes ainsi que les opportunités d'investissement disponibles dans ce domaine. Cette présence constituera une plateforme de promotion de l'industrie énergétique algérienne et d'attraction de partenaires internationaux. Enfin, le communiqué rappelle les nombreux projets expérimentaux lancés par l'Algérie dans le domaine de l'hydrogène vert, ainsi que ses efforts pour renforcer ses partenariats avec plusieurs pays, notamment l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et l'Union européenne en général, à travers des projets stratégiques tels que le « corridor Sud de l'hydrogène » (SouthH2 Corridor) et « Medlink », visant à exporter de l'hydrogène et de l'électricité verte vers les marchés européens.

PÉTROLE

Le Brent frôle les 65 dollars

Les cours du pétrole sont en légère baisse lundi, plombés par l'abaissement vendredi de la note de la qualité de la dette des Etats-Unis par l'agence Moody's, qui tire les marchés financiers vers le bas. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait 0,75% à 64,92 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, tombait de 0,77% à 62,01 dollars. Pour la toute première fois, Moody's a retiré vendredi à la dette américaine sa note maximale de Aaa et l'a rétrogradée à Aa1, s'inquiétant du gonflement de la dette américaine. La note a été assortie d'une perspective stable. Les analystes s'accordent à dire que l'abaissement n'est pas une grande surprise, compte tenu de l'ampleur de la dette et du déficit américain, mais "le timing est préjudiciable", ont-ils affirmé. Mais l'or noir résiste plutôt bien. Certains indicateurs restent favorables à la demande de pétrole. Avec un dollar plus faible et des cours du brut bas, "la croissance de la demande mondiale de pétrole pourrait surprendre à la hausse malgré la morosité ambiante", relèvent les analystes. Et la production industrielle en Chine, premier importateur d'or noir, a progressé à un rythme plus soutenu que prévu en avril en glissement annuel, selon des données officielles publiées lundi, signe d'une certaine résilience face aux tensions commerciales avec Washington malgré des difficultés persistantes. Avec la détente de la guerre commerciale, "les perspectives de l'économie chinoise semblent s'être améliorées, ce qui soutient les marchés des matières premières", expliquent les analystes.

MONNAIES

Le dollar baisse face à l'euro

Le dollar baisse lundi après l'abaissement vendredi par l'agence Moody's de la note de la dette des Etats-Unis, alors que les tensions commerciales, notamment avec la Chine, commençaient tout juste à s'apaiser. "Le dollar amorce une semaine chancelante, meurtri par la dégradation annoncée de longue date, mais toujours symbolique, de la note de Moody's", résument des analystes. Pour la toute première fois, l'agence a retiré à la dette américaine sa note maximale de Aaa et l'a rétrogradée à Aa1, en y ajoutant une perspective stable. En conséquence, le billet vert chutait de 0,82% face à l'euro, à 1,1256 dollar, et déclinait de 0,60% par rapport à la livre, à 1,3364 dollar. Après Standard and Poor's Global Ratings en 2011 et Fitch en 2023, Moody's était la dernière des trois grandes agences de notation à ne pas avoir abaissé la note de la dette américaine et à lui conserver la plus haute note. Cette abaissement est un "indicateur à retardement", a réagi dimanche le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent. Moody's a justifié sa décision par la hausse de l'endettement des Etats-Unis et de son coût pour le budget fédéral, remettant également en question "la proposition de loi budgétaire actuellement en discussion" au Congrès américain.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,61	-0,72	6,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1415,00	0,00	0,52	0,83	0,00	-	1070	1 514 050,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,62	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	39000	89 700 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,57	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,21	-5,11	2,03	-	0	0,00

TRANSPORT

La compagnie MMC prépare le lancement du service de transport de voyageurs

La compagnie "Madar Maritime Company (MMC)", filiale de Madar Holding compte lancer, au titre du plan d'expansion de ses activités, un service de transport maritime de voyageurs, a indiqué dimanche, un responsable de la compagnie. Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une conférence sur le transport maritime, organisée dans le cadre de la 8e édition du Salon international du transport et de la logistique "Logistical 2025", la directrice commerciale de "MMC", Lilia Merzouki, a souligné que l'investissement dans le transport maritime des voyageurs était l'un des trois

principaux axes du plan d'expansion de la compagnie. Le plan en question concerne l'affrètement d'un navire de transport de voyageurs, l'acquisition d'un navire de transport de produits en vrac et la mise en service prochaine du porte-conteneurs "Tahat", acquis récemment par la compagnie, a indiqué la même responsable, précisant que ces projets ont atteint actuellement des "étapes avancées". Les participants à la conférence, qui a vu la participation de l'expert dans le domaine du transport et de la logistique, l'ancien ministre Saïd Djellab et le directeur général de la Société générale maritime (GEMA),

Ryad Bouledjoudja, ont souligné l'importance de la coordination entre les différents acteurs pour la promotion du transport maritime, en affirmant la nécessité de relier les ports nationaux aux réseaux de transport comme les routes et les voies ferroviaires, ce à quoi s'attèle l'Algérie pour devenir un centre portuaire pivot. La 8e édition du "Logistical 2025" qui se tient du 18 au 20 mai au Palais des expositions connaît la participation de plus de 70 exposants représentant des entreprises publiques et privées activant dans le domaine du transport, de la logistique et des services d'accompagnement.

DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE

Algérie Télécom mise sur les microentreprises locales avec l'ANGEM

À l'occasion de la célébration de son 22^e anniversaire, Algérie Télécom a signé un protocole d'accord avec l'Agence Nationale de Gestion du Micro-crédit (ANGEM). Ce partenariat stratégique vise à encourager l'entrepreneuriat national tout en accélérant le déploiement de la fibre optique à travers le pays, notamment grâce à un tissu local de microentreprises formées et

opérationnelles, a expliqué la société dans un communiqué. Dans le cadre de cet accord, ajoute la même source, l'ANGEM sera chargée de sélectionner, de proposer et de financer, en coordination avec Algérie Télécom, des entrepreneurs spécialisés dans le raccordement en fibre optique. De son côté, Algérie Télécom assurera leur formation technique et lesintégrera dans son plan national de déploiement de la fibre jusqu'au domicile du client (FTTH). En effet, le recours aux micro-entreprises locales traduit la volonté d'Algérie Télécom de renforcer les compétences techniques nationales et d'accélérer la cadence de déploiement de la fibre op-

tique au domicile du client dans toutes les wilayas, pour ainsi atteindre son objectif de généralisation du réseau national en FTTH selon les prévisions énoncées. « Cette démarche innovante s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale de transformation numérique et de promotion de l'initiative privée, avec pour ambition de concilier progrès technologique, création d'emplois durables et inclusion socio-économique», explique-t-elle. À travers cette alliance, Algérie Télécom et l'ANGEM réaffirment leur engagement commun pour une économie numérique inclusive, durable et ancrée dans les réalités locales, plaçant ainsi le citoyen et les territoires au cœur de leur action.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 14 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Mai 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	69	77	62	البطاطا
	Tomate	88	101	75	الطماطم
	Oignon sec	46	53	39	البصل الجاف
	Ail vert	145	164	126	الثوم الخضراء
	Carotte	78	87	69	الجزر
	Navet	96	106	87	لفت
	Petit pois	170	189	151	الجبانة
	Fève verte	91	101	80	القول الاخضر
	Courgette	79	90	68	الكوسة
	Haricot vert	199	223	175	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	98	110	85	الخس
	Pomme locale	444	513	375	التفاح المحلي
	Datte	548	680	417	التمر
	Banane	413	419	406	الموز
	Fraise	292	328	255	الفراولة
	Melon	179	200	158	البطيخ الاصفر
Produits d'origine animale	Pastèque	117	134	99	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	1752	1901	1603	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	366	378	354	الدجاج
	Œufs (Unité)	14	15	13	البيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BID

Mise en avant des efforts de l’Algérie en matière de formation et d’emploi des jeunes

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui et le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Yacine El Mahdi Oualid ont souligné les efforts de l'Algérie en matière de formation et d'emploi des jeunes, et ce lors des travaux des assemblées annuelles du Groupe de la Banque islamique du développement (BID), débutés lundi à Alger.

Par R.E.

Dans son allocution prononcée lors du 13ème forum sur le développement de la jeunesse 2025, organisé en marge des assemblées annuelles, M. Hidaoui a évoqué les principales réformes et mesures décisives engagées par les hautes autorités du pays, en vue de promouvoir la jeunesse et de faire de celle-ci "un acteur clé" sur les scènes économique et politique. Soulignant que ces réformes ont permis de créer un écosystème favorable pour la jeunesse algérienne qui dispose de nombreuses qualités lui permettant d'être un acteur essentiel pour assurer la transition vers le développement du pays, le ministre a réitéré l'engagement de l'Algérie à accompagner et à soutenir les jeunes. Concernant le forum, M. Hidaoui a indiqué que les assemblées annuelles de la BID représentent une pla-

teforme idéale pour renforcer la coopération entre les membres, tirer profit des expériences réussies et trouver les solutions adaptées aux jeunes. De son côté, M. Oualid a mis en avant l'importance de revoir les programmes d'enseignement et de formation afin de rendre le système d'enseignement plus flexible et adapté aux évolutions du marché du travail, notamment face aux nouveaux défis imposés par l'intelligence artificielle. Pour le ministre, il est indispensable d'investir dans la formation professionnelle, car une formation réussie permet de créer des opportunités d'emploi, d'améliorer la productivité des entreprises et de renforcer la performance économique du pays. Après avoir rappelé les efforts de la BID visant à soutenir le marché du travail dans plusieurs pays, le ministre a mis l'accent sur l'importance d'investir dans les emplois verts notamment ceux liés aux énergies

renouvelables. A ce titre, il a précisé que l'Algérie compte parmi les plus grands investisseurs dans ce domaine au niveau du continent africain. Pour sa part, le vice-président des opérations de la BID, Dr. Rami Ahmed a souligné, dans son allocution, l'importance de développer un écosystème propice à l'emploi des jeunes à travers des postes permanents et non temporaires ou saisonniers. Il a déclaré que de nombreux pays musulmans souffrent de précarité, citant, à cet égard, les souffrances quotidiennes du peuple palestinien. Les participants à la séance de dialogue du forum, placée sous le slogan: "Prêt pour l'avenir : compétences et solutions pour l'emploi des jeunes", ont discuté des priorités de développement liées à l'emploi productif et utile pour les jeunes dans les pays membres de la BID, de l'élargissement de l'innovation et des obstacles entravant l'emploi des jeunes.

RENFORCEMENT DE L’AUTONOMIE DES FEMMES DANS LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Signature d’un protocole d’accord entre l’IOFS et ONU Femmes pour l’Afrique de l’Ouest

Par Sirine R.

Le Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (IOFS) ont signé, hier à Alger, un protocole d'accord (MoU) en marge de la Réunion annuelle du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID). Ce protocole marque une étape importante dans le renforcement de la coopération visant à promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans les systèmes agroalimentaires et la sécurité alimentaire au sein des

États membres de l'OCI en Afrique de l'Ouest et centrale. Le partenariat se concentre sur trois axes clés. Le premier axe concerne « Initiatives stratégiques pour l'autonomisation des femmes ». En effet, des initiatives stratégiques conjointes seront élaborées par les deux parties pour accroître la participation des femmes à la sécurité alimentaire, à l'agriculture climato-intelligente, au renforcement de la résilience et aux systèmes agroalimentaires à travers des programmes nationaux et régionaux, en collaboration avec les États membres de l'OCI. Quant au deuxième axe, il

concerne « la mobilisation des ressources ». Des efforts conjoints seront consentis pour définir et mettre en œuvre des stratégies de mobilisation de ressources en soutien aux programmes sensibles au genre dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'agriculture. S'agissant du troisième axe, il concerne la mise en œuvre de campagne de plaidoyer conjointes pour promouvoir l'égalité des genres et le leadership des femmes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires à l'échelle régionale. Par ailleurs et dans le cadre du

plan de travail 2025, ONU Femmes et l'IOFS co-développeront mobiliseront des ressources pour un programme phare multi-pays axé sur l'autonomisation des femmes, la sécurité alimentaire et l'action climatique dans la filière manioc. Cette initiative sera lancée au Nigéria et en Sierra Leone, avec des plans d'expansion régionale plus large. Ce partenariat réaffirme l'engagement partagé des deux organisations à exploiter le potentiel des femmes comme actrices clés de systèmes alimentaires résilients, inclusifs et durables en Afrique de l'Ouest et centrale.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Djezzy et la BDL lancent le e-paiement par la carte VISA

L'opérateur public de téléphonie mobile Djezzy et la Banque de développement local (BDL) ont lancé, à compter de ce lundi, le paiement électronique via la carte "VISA" pour le règlement des factures et des recharges téléphoniques, en Algérie et à l'étranger, a annoncé l'opérateur dans un communiqué. A travers ce service, Djezzy devient le premier opérateur de téléphonie mobile à proposer à sa clientèle, aussi bien sur le territoire national qu'à l'étranger, l'opportunité de payer via les cartes internationales à l'instar de "VISA", a précisé l'opérateur assurant que "dans un futur proche", les paiement de ses produits et services s'effectueront aussi avec

la carte Mastercard. Ainsi, ce nouveau service de paiement permet aux porteurs de cartes VISA de recharger du crédit et de payer les factures mobiles pour leur propre ligne ou celle d'un proche. Il s'agit également, selon le communiqué, "d'une solution complémentaire accessible pour un plus large public, notamment les Algériens résidants à l'étranger, en leur permettant de recharger ou payer les frais d'abonnements de leurs proches en Algérie, en toute sécurité, facilité et rapidité". Ce mode de paiement vient, par ailleurs, s'ajouter aux moyens de paiement existants tels que la carte "Edahabia" d'Algérie Poste et la carte interbancaire "CIB". Le lancement

de cette initiative conjointe s'inscrit dans le cadre de "la volonté commune de diversifier les moyens de paiement électronique et d'en faciliter l'accès et dans le cadre du "partenariat stratégique" entre Djezzy et la BDL, ainsi que pour "promouvoir l'innovation et l'inclusion numérique", est-il mentionné dans le communiqué. Ce partenariat reflète aussi "l'engagement partagé de Djezzy et de la BDL en faveur de la digitalisation des services, de la modernisation du système financier et de la construction d'un écosystème de paiement sécurisé, fluide, inclusif et ouvert sur le monde", a-t-on encore souligné de même source.

APN

Adoption du projet de loi relative aux assurances sociales, portant prolongation du congé de maternité

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, lundi, le projet de loi modifiant et complétant la loi relative aux assurances sociales, portant prolongation du congé de maternité. Les nouvelles dispositions introduites dans ce texte prévoient "l'accès des femmes travailleuses, assurées sociales, à un congé de maternité pour une durée totale de 5 mois, en bénéficiant d'une indemnité journalière équivalente à 100% de leur salaire pour une durée de 150 jours, au lieu de 98 jours prévus par la loi en vigueur n 83-11 du 2 juillet 1983". Il comprend également "des dispositions humaines au profit de la femme travailleuse, assurée sociale, en cas de naissance d'un enfant atteint d'un handicap, d'une malformation congénitale ou d'une maladie grave nécessitant un accompagnement ou une intervention médicale, de bénéficier, après les 150 jours de congé de maternité, d'une première prolongation de 50 jours, puis d'une seconde prolongation pouvant aller jusqu'à 165 jours supplémentaires, si l'état de santé du nouveau-né l'exige".

ORGANISÉ PAR GAAN Ooredoo Sponsor du Forum Rakmana

Entreprise technologique de premier plan, Ooredoo a participé entant que sponsor à la 19ème édition du Forum Rakmana, organisé par le Groupement Algérien des Acteurs du Numérique (GAAN). Cet événement majeur du secteur numérique s'est tenu le 18 mai 2025 à Alger, sous le thème : "L'application de la 5G en tant que levier clé de la transformation numérique". Invité de cette édition du forum, le Ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a mis en lumière lors de son intervention les différents progrès réalisés dans le secteur de la poste et des télécommunications en Algérie, il a également évoqué la question du lancement prochain de la 5G. Cet événement qui a réuni un large éventail d'acteurs du domaine des TIC, et des Start -Up constitue une plateforme unique pour échanger sur les enjeux et opportunités liés à l'innovation et à la transformation digitale en Algérie. Le Groupement Algérien des Acteurs du Numérique (GAAN), organisateur de l'événement, est une organisation professionnelle dédiée à la promotion de l'innovation et de l'intégration des technologies numériques dans l'économie algérienne. À travers le Forum Rakmana, le GAAN favorise les partenariats, soutient les initiatives locales et contribue à l'amélioration de l'écosystème numérique du pays. En soutenant cet événement, Ooredoo réaffirme son engagement à promouvoir l'innovation et à accompagner le développement des startups et des acteurs technologiques en Algérie.

MILA

2^e tirage au sort pour l'attribution des terrains aux sinistrés du séisme du 7 août 2020

La seconde opération de tirage au sort pour l'attribution des lots de terrains réservés aux habitants de la localité d'El Kherba sinistrés suite au séisme du 7 août 2020 a été organisée dimanche à la salle omnisports "frères Lazaara" de la commune de Mila. L'opération qui s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des sinistrés de ce séisme s'est déroulée dans de "bonnes" conditions d'organisation en présence des instances publiques concernées et des habitants d'El Kherba bénéficiaires de terrains et d'aides financières pour la construction d'habitations individuelles. Dans une déclaration à l'APS, le chef de daïra de Mila, Nouredine Hamlaoui, a précisé que l'actuelle opération concerne 532 terrains répartis sur trois lotissements aménagés à travers les communes de Mila, de Sidi khelifa et de Zeghaïa, tandis que le nombre des habitants concernés est de 764 dont 541 propriétaires d'habitations et 223 descendants. La première opération de tirage au sort avait porté sur 596 terrains, a rappelé le même responsable, précisant que le nombre restant de sinistrés "limité" sera pris en charge dans une troisième opération à mener dès le parachèvement des procédures administratives nécessaires. Le 7 août 2020, Mila a été frappé par deux secousses telluriques de 4,9 et 4,5 degrés sur l'échelle de Richter causant des dégâts matériels à plusieurs communes dont le chef-lieu de wilaya, notamment la localité d'El Kherba qui avait été déclarée zone sinistrée par arrêté interministériel. Dans le cadre des mesures prises par l'Etat, des familles sinistrées ont été relogées dans de nouveaux appartements à Ferdhoua dans la commune de Sidi Merouane et des lotissements ont été créés au profit des autres sinistrés qui ont préféré obtenir des terrains et des aides financières à la construction.

SÉTIF

20 participants à la 1^{ère} édition du rassemblement national des clubs scientifiques dans le domaine de l'informatique

Vingt clubs d'informatique de dix universités nationales exposent leurs innovations à la première édition du rassemblement national des clubs scientifiques actifs dans le domaine de l'informatique, ouvert dimanche à l'université Ferhat Abbas de Sétif sous le thème de "l'intelligence artificielle et la santé du citoyen".

Cette manifestation scientifique qui coïncide avec la Journée nationale de l'étudiant (19 mai) vise à "exposer et encourager les innovations des étudiants dans le domaine de l'intelligence artificielle et ses applications dans le domaine médical", a affirmé le recteur de cette université, Pr. Mohamed El-Hadi Latreche en marge de l'ouverture. Pr. Latreche a souligné que "l'intelligence artificielle est devenue un outil puissant dans le domaine médical et offre de multiples applications qui améliorent la qualité des services", mettant en exergue "le rôle de l'université à travers les clubs scientifiques informatiques dans le développe-

ment des recherches innovantes et de ses applications". Les étudiants des clubs participant ont relevé l'importance de ce rassemblement pour "la découverte des potentialités des jeunes et de leurs talents dans le domaine de l'intelligence artificielle et la transformation de l'université en entreprise productrice qui contribue au développement de l'économie nationale". L'étudiant, Djaber Boukethir, président du club scientifique "staïfi" de l'université Sétif-1, a estimé que cette rencontre "constitue un espace pour initier les étudiants à l'innovation dans ce domaine vital et à présenter leurs idées d'une manière scientifique qui s'élève au niveau de la recherche

scientifique". Présidente du club informatique "unibit" de l'université de Laghouat, Soundous Hiba Korichi, a considéré que la manifestation est "une opportunité pour les clubs scientifiques d'échanger leurs expériences et coopérer pour le développement de leurs idées à travers des partenariats qui transforment leurs idées en projets réalisables". Ce rassemblement de deux jours verra l'organisation de quatre ateliers sur les applications de l'intelligence artificielle dans le domaine de la médecine et de la santé, ainsi que la présentation de conférences et la tenue d'expositions.

KHENCHELA

Prochaine réouverture de la station thermale à vapeur Hammam Leknif

La station thermale à vapeur Hammam Leknif, située dans la commune de Baghaï (wilaya de Khenchela) sera prochainement réouverte aux curistes, a-t-on appris dimanche auprès du directeur local du tourisme et de l'artisanat Tayeb Boudjenane. Dans une déclaration à l'APS, M. Boudjenane a précisé que les travaux d'aménagement et de réhabilitation de cette station

touchent à leur fin avec un taux d'avancement estimé à 98 % et sa remise en service sera effectuée dans les prochains jours. Selon le même responsable, il ne reste plus qu'à installer la chaudière électrique et le parachèvement de certaines mesures administratives à accomplir dans les prochains jours avant la réception du projet par les services de la commune de Baghaï en prévision de la

réouverture de la station. Cette station a bénéficié, au titre du programme complémentaire de développement décidé au profit de la wilaya par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'une opération de plus de 87 millions DA avec un délai d'exécution de 8 mois, selon la même source qui a ajouté que les travaux ont débuté en 2023 avant de s'arrêter durant la même an-

née pour être relancé début 2024. Hammam Leknif est considéré comme l'unique station thermale à vapeur au pays. Ses vapeurs riches en soufre jaillissent avec une température de 40 degrés et jouissent de vertus thérapeutiques pour le traitement des arthroses et des problèmes cutanées et respiratoires, a-t-on indiqué.

BLIDA

Plantation de plus de 236.000 arbustes

Un total de 236.800 arbustes ont été mis en terre dans la wilaya de Blida dans le cadre du programme national de reboisement pour la campagne 2024-2025, a-t-on appris de la Conservation locale des forêts. La plantation de ces arbustes, dont près de 78.000 plants forestiers, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de reboisement, lancé fin octobre 2024 et clôturé le 21 mars dernier, en vue du repeuplement des forêts affectées par les in-

cendies, a indiqué le conservateur des forêts de la wilaya, Mohamed Mokadem. Il a cité parmi les principales essences forestières plantées, le caroubier et diverses espèces de conifères, en plus du cèdre, arbre emblématique du parc national de Chréa. Le choix des espèces a été fait en tenant compte de la nature du sol et de l'altitude, a ajouté le même responsable. A cela s'ajoutent un grand nombre d'arbres fruitiers, dont le figuier, l'olivier, l'amandier, le noyer et le pêcher, ainsi que des plants orne-

mentaux, selon M. Mokadem. Le même responsable a fait part, en outre, du réaménagement, par ses services, de 70 km de pistes forestières, et l'ouverture de 18 km de pistes, durant ces deux dernières années, notamment dans les communes de la partie-Est de la wilaya. Une action qui a facilité les interventions des agents de la Protection civile et des forêts en cas d'incendie, d'une part, et d'autre part, les déplacements des habitants des zones environnantes.

OUARGLA

L'entreprise «Ouargla Net-Com» se dote de nouveaux matériels

Le parc de l'entreprise "Ouargla Net-Com" a été renforcé par de nouveaux équipements et matériels susceptibles de consolider les efforts de la prise en charge de l'environnement en milieu urbain et répondre ainsi aux aspirations de la population, a-t-on appris dimanche auprès des services la wilaya. Ce quota comprend des camions, équipements de désensablage, camions de stockage d'eau, des bacs, et autres de collecte des déchets plastiques, équipements d'absorption d'eau au

profit de la direction de la Protection civile pour répondre à ses missions d'intervention. Le wali, Abdelghani Filali, à lors de la cérémonie de distribution de ces équipements souligné que cette initiative reflète le grand intérêt qu'accorde les pouvoirs publics à l'hygiène en milieu urbain et à l'environnement en général, dans l'objectif d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Une enveloppe de 250 millions dinars a été consacrée au titre du budget de la wilaya pour l'acquisition de ces équipements, a-t-il précisé.

Un programme similaire avec un même volume financier sera lancé "prochainement" pour répondre aux besoins de la wilaya en matière de la protection de l'environnement, a ajouté le même responsable. Parmi les missions assignées à cet établissement à caractère industriel et commercial (EPIC), créé en 2023, figurent la collecte des déchets (diverses natures) et leur transfert vers le centre d'enfouissement technique (CET) de la cité Bamendil (Banlieue Ouest d'Ouargla), la réalisation et l'entretien

du réseau d'éclairage public, l'aménagement d'espaces verts et de loisirs, le curage des drains, la création de pépinières, et l'organisation de campagnes de boisement. Cette entreprise constitue l'épine dorsale des efforts de protection de l'environnement dans le milieu urbain dans la wilaya, et offre aussi des opportunités en matière d'emploi de jeunes. Près de 320 agents ont été recrutés par cette entité jusqu'au mois d'avril dernier, a fait savoir son directeur, Ahmed Yakoubi.

SUCCESSION

La masterclass de Warren Buffett

L'économie mondiale est confrontée à une très grande incertitude qui assombrit les prévisions économiques. La croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a été modeste à 1,9 % en 2024 et, selon les prévisions du 8 avril 2025, elle devrait s'accélérer légèrement pour atteindre 2,6 % en 2025 et 3,7 % en 2026.

Par François Vidal

Le pape de l'investissement lâchera les rênes de son holding en fin d'année. Une succession à hauts risques organisée de longue date et avec le plus grand soin. Un coup de tonnerre ! La fin d'une époque ! L'annonce-surprise par Warren Buffett qu'il cédera les commandes de Berkshire Hathaway en fin d'année est un événement majeur dans l'histoire du capitalisme américain. C'est aussi une ultime leçon donnée par celui qui n'aura eu de cesse de dispenser ses conseils tout au long de son parcours de légende. La plus difficile sans doute sur le plan personnel, tant le nom et la vie du pape de l'investissement sont indissociablement liés à la réussite hors norme de ce holding du Nebraska, entré l'été dernier dans le club très fermé des valeurs dont la capitalisation boursière dépasse les 1.000 milliards de dollars.

Un exemple à copier

Après six décennies de bons et loyaux services, on peut estimer à raison qu'il était plus que temps pour « l'oracle d'Omaha » de prendre sa retraite . A 94 ans, l'état civil ne laisse aucun doute sur ce point. Mais la

maestria avec laquelle Warren Buffett aura préparé cette échéance mérite qu'on s'y arrête. Une masterclass en matière de transition managériale, dont de nombreux dirigeants d'entreprises, voire de pays, feraient bien de s'inspirer plutôt que de s'acharner à repousser l'échéance ou à décourager les dauphins putatifs. Si l'une des icônes du capitalisme mondial est capable d'organiser une succession en douceur, pourquoi d'autres ne pourraient pas le faire ? Depuis l'annonce, le cours de Bourse du holding n'a que légèrement reculé, signe de la confiance maintenue des actionnaires.

Trois règles simples

Pour réussir ce tour de force, Warren Buffett a appliqué trois principes simples mais capitaux. Il s'est d'abord donné le temps de faire émerger un successeur à la légitimité incontestable. Entré par la petite porte dans la galaxie Berkshire en 1999, Greg Abel s'est progressivement rapproché du centre, pour finalement devenir le patron de l'investissement en 2018. A ce titre, il a contribué à la décision d'investir dans Apple, l'un des paris les plus rentables de l'histoire de la société. Et il aura joué un rôle clé dans l'injection de 14 milliards de dollars au capital de cinq maisons de commerce japonaises , une première. Un temps en concurrence avec le patron

du pôle Assurance, l'autre pilier du holding, son statut d'héritier a été rendu public en 2021. De quoi permettre à « Greg » d'endosser progressivement le costume de patron. Son style a enfin de quoi rassurer les fans de Buffett . Plus discret que son mentor, le futur boss qui vit depuis des décennies à Des Moines, à deux heures de route à peine d'Omaha, est comme « Warren » un grand amateur de rapports annuels... A 62 ans, il a donc le profil parfait pour faire fructifier l'héritage tout en perpétuant les valeurs maison.

Une maison bien rangée

D'autant qu'il ne sera pas seul. A compter du 1er janvier, Warren Buffett prendra la présidence du conseil de Berkshire . En termes de gouvernance, ce point n'est pas d'une orthodoxie absolue. On pourrait y voir la volonté de la star du capitalisme actionnarial de ne pas tout à fait quitter la scène ou pire, de maintenir une tutelle sur le nouveau management. Le risque existe effectivement, mais c'est aussi une forme de réassurance pour les actionnaires. Si le plus grand investisseur de l'histoire se contente d'un rôle de « consigliere » qui murmure à l'oreille de Greg Abel, personne ne s'en plaindra dans un métier où l'intuition et le timing sont clés. Enfin, et c'est le troisième principe de cette masterclass, le futur CEO hérite

d'une maison bien rangée. Alors que Donald Trump bouscule les fondamentaux de l'économie et que l'incertitude semble devenir la règle, Berkshire Hathaway est armé pour le gros temps. Profitant de l'euphorie des marchés financiers des années Biden, Warren Buffett a considérablement réduit la voilure ces dernières années. Résultat, Greg Abel dispose d'un portefeuille de participations performant et d'un trésor de guerre de près de 350 milliards de dollars , auquel il faut ajouter les très liquides 60 milliards de dollars de titres Apple encore en portefeuille. Alors tout cela ne préjuge évidemment pas de la capacité de Greg Abel à se hisser à la hauteur de son mentor. D'autant que la barre est très haute. Depuis 60 ans, le titre Berkshire a progressé en moyenne au rythme annuel hallucinant de 20 % ! Mais le successeur de Warren Buffet est placé dans les meilleures conditions possibles. A lui, désormais, d'imposer son style et de donner un nouvel élan à un holding dont le modèle, centré sur l'acquisition de participations dans des sociétés industrielles américaines décotées, a de toute façon besoin d'être renouvelé. La tâche s'annonce ardue, impossible même de l'avis de nombreux observateurs. Mais après tout, il existe un précédent. A la mort de Steve Jobs, qui aurait dit que Tim Cook multiplierait par huit la valeur d'Apple ?

Source : Les Echos

MARCHÉS ÉMERGENTS

Une classe d'actifs redevenue incontournable

Par Pierre-Henri Cloarec (*)

Si l'administration Trump inquiète légitimement les investisseurs, les marchés émergents offrent une réelle alternative aux investisseurs en quête de valeurs décotées après plusieurs années difficiles. A condition de s'orienter vers des valeurs « domestiques » davantage susceptibles de résister aux tensions commerciales. Depuis le début du second mandat de Donald Trump, le 20 janvier dernier, la forte volatilité enregistrée sur les marchés mondiaux sème le trouble chez les investisseurs. L'exceptionnalisme américain est mis en doute comme il ne l'a jamais été au cours de la décennie passée. Le marché américain n'est plus perçu comme un sanctuaire de prospérité et le dollar n'apparaît plus comme la devise refuge par excellence. Nous vivons assurément un tournant. Après plusieurs années pendant lesquelles les grandes valeurs technologiques américaines (« les Sept Magnifiques ») ont attiré des flux considérables, l'incertitude actuelle concernant la politique tarifaire américaine et la faiblesse du dollar devraient dans ce contexte profiter aux entreprises des pays émergents, en particulier celles qui réalisent une part substantielle de leur activité sur leur

marché domestique. Que constate-t-on en matière de valorisation ? L'indice MSCI Emerging Markets se négocie toujours avec une décote d'environ 30% par rapport au MSCI World Index. Un déficit de valorisation importante et qui apparaît aujourd'hui peu justifié. Surtout, l'allocation globale des investisseurs mondiaux sur cette classe d'actifs ne représente que 6% de leurs encours, ce qui laisse une forte marge de progression. Or, cette perception pourrait changer au cours des prochains mois/années alors que l'attractivité des grands pays émergents s'est renforcée au cours des derniers mois à mesure que le dollar s'affaiblissait.

Chine : une allocation substantielle pour les nouveau-nés

Tout d'abord, le changement de perception des investisseurs vis-à-vis de la Chine évolue rapidement. En janvier 2025, le lancement par la startup chinoise DeepSeek de la première version de son modèle d'AI a été vu comme un tournant et prouvé que le géant asiatique était en mesure de concurrencer les Etats-Unis sur leur propre terrain d'excellence. Une aubaine susceptible de redonner confiance à des ménages atones et at-

tentistes dans un pays dont l'économie est malmenée depuis la crise sanitaire de 2020-2021. Par ailleurs, Xi Jinping semble davantage résolu à soutenir la consommation intérieure et l'activité des entreprises privées. À plus long terme, des mesures spécifiques ont également été prises pour tenter de remédier à la crise démographique dans un pays où la politique de l'enfant unique a fini par entraîner un vieillissement préoccupant de la population. L'allocation distribuée aux familles lors de la naissance d'un enfant peut ainsi atteindre 1 500 euros dans certaines villes. En Inde, les réformes structurelles entreprises par le gouvernement de Narendra Modi depuis 2014 ont rendu le pays plus compétitif et dessinent une nouvelle trajectoire de croissance, estimée autour de 6-7%, pour les prochaines années, justifiant largement les niveaux de valorisation élevés du marché indien. Les secteurs immobiliers et bancaires ont été en particulier considérablement assainis. Après les baisses d'impôts sur les entreprises mises en place à partir de 2019, l'annonce cette année de l'allègement de la pression fiscale pour les foyers modestes devrait contribuer à soutenir la consommation des ménages. D'autres pays composant le MSCI

Emerging Markets offrent également de belles opportunités de croissance notamment en Europe de l'Est (dynamisme de l'économie polonaise) et en Asie où le boom des investissements dans l'intelligence artificielle (IA) profite également, en dehors de la Chine, à la Corée du Sud et à Taïwan, ce dernier gardant une avance technologique incontestable dans l'industrie des semi-conducteurs (TSMC). Plus globalement, les marchés émergents offrent des poches de croissance structurelles : la technologie (positions avantageuses dans l'IA, Cloud, SaaS, robotique, etc.), la thématique de la durabilité (véhicules électriques, énergies renouvelables, transformation des réseaux, etc.), la santé, les valeurs de consommation (e-commerce, agences de voyage etc.) qui bénéficient de l'essor des classes moyennes ou encore le secteur financier profitant de l'inclusion financière en hausse dans les pays émergents avec des taux de bancarisation encore peu élevés dans certains pays (Inde, Indonésie, etc.) mais en croissance.

(*) CFA, gérant de fonds de la gamme Emerging Sustainable Stars chez Norda Asset Management
Source : La Tribune.fr,
Publié le 18-05-2025

EXPORTATIONS DE LA MAURITANIE

Augmentation de 18%, l'Europe principal partenaire

Les exportations de la Mauritanie ont augmenté de 18% au cours du premier trimestre 2025, par rapport à la même période en 2024, selon les données de l'Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique (ANSADE). Durant cette période, ses échanges commerciaux globaux ont augmenté de 7 %. L'Europe reste le principal partenaire de la Mauritanie avec 42% des exportations (46% des importations), suivie de l'Asie, 30% (18% des importations), de l'Afrique, 13% (9% des importations) et de l'Amérique, 12% (13% des importations). Le fer représente 32% de ces exportations, (environ 14,8 milliards MRU, soit une baisse, en valeur, de 3% par rapport à l'an dernier). L'or, 31% (14,3 milliards MRU, soit une baisse, en valeur, de 7%). La pêche, 27% (12 milliards pour 195 741 tonnes de produits, soit une hausse, en valeur, de 32%). Premier partenaire commercial de la Mauritanie, l'Europe totalise 44% du total des échanges au cours du premier trimestre 2025, répartis entre ses principaux partenaires européens : Espagne (36%), suivie de la Suisse (19%) et de la Belgique (14%). Au cours de ce même trimestre, l'Asie est le deuxième partenaire commercial de la Mauritanie avec 24% du total des échanges, répartis entre les principaux acheteurs asiatiques, la Chine (64%) et le Japon (10 %), qui représentent ensemble 77% du total des échanges asiatiques avec notre pays.

ARABIE SAOUDITE

Riyad domine le classement de l'économie numérique de la région MENA

L'Arabie saoudite est devenue la plus grande économie numérique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec une valeur de marché dépassant les 495 milliards de SR (131,9 milliards de dollars) en 2024, soit 15 % du produit intérieur brut national.

Ces chiffres ont été communiqués par le ministère des Communications et des Technologies de l'Information à l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, comme le rapporte l'agence de presse saoudienne. Ces résultats interviennent alors que l'Arabie saoudite continue de renforcer son rôle de puissance numérique régionale et mondiale grâce à des avancées significatives dans les domaines de l'intelligence artificielle, des centres de données, de l'administration en ligne et du développement du capital humain. « Le marché des communications et des technologies de l'information a enregistré

une croissance record de 180 milliards de SR en 2024, grâce à l'expansion des investissements du secteur privé et à l'augmentation de l'innovation, ce qui a renforcé la position du Royaume en tant que plus grand marché technologique du Moyen-Orient », indique le rapport de la SPA. Le pays a investi plus de 55 milliards de SR dans les technologies de l'IA et l'infrastructure des centres de données, contribuant à une augmentation de 42 % de la capacité nationale de ces centres en 2024, pour atteindre 290,5 mégawatts. Les efforts du Royaume sont illustrés par le lancement de Humain, une entreprise d'IA soutenue par l'État, qui souligne cet engagement.

Humain a pour objectif de mettre en place des technologies et des infrastructures d'IA, notamment de grands centres de données et des modèles d'IA en langue arabe, afin de positionner l'Arabie saoudite comme un centre mondial de l'IA. Le Royaume a activement recherché des partenariats avec des entreprises technologiques mondiales de premier plan. Nvidia devrait notamment fournir 18 000 de ses puces d'IA avancées à l'Arabie saoudite dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Humain. La couverture en fibre optique s'étend désormais à plus de 3,9 millions de foyers, tandis que la pénétration d'Internet atteint 99 %, ce qui place l'Arabie saoudite parmi les nations les plus connectées au monde.

LIBYE

Tripoli veut attirer des investissements dans l'exploration pétrolière

La Libye a lancé il y a quelques semaines son premier cycle d'appel d'offres pour le pétrole depuis 17 ans. Une étape symbolique, mais stratégique alors que le pays s'est donné pour objectif d'atteindre 2 millions de barils par jour. La Libye prépare une tournée internationale pour promouvoir son secteur pétrolier. La National Oil Corporation (NOC), l'entreprise publique en charge des hydrocarbures du pays, débute

ainsi un roadshow à Istanbul en Turquie. La première étape d'une suite de sessions promotionnelles destinées à présenter 22 blocs onshores et offshore, avec l'objectif d'attirer des investisseurs. L'or noir libyen représentait en 2022, 39 % des réserves prouvées de pétrole d'Afrique. Après Istanbul, la délégation libyenne se rendra à Londres, au Royaume-Uni, puis à Houston aux

États-Unis, dans les semaines à venir. Par cette tournée, le gouvernement libyen cherche à relancer un secteur essentiel pour les finances publiques, mais au ralenti depuis des années. En 2023, la NOC estimait avoir besoin d'un apport financier de 17 milliards de dollars sur trois à cinq ans pour faire passer la production libyenne de brut à 2 millions de barils par jour, contre un plateau de 1,38 million de barils par jour au

terme du mois de mars 2025. En présentant des données précises sur les blocs mis en jeu, leurs conditions d'accès et les retombées économiques potentielles, la Libye cherche à convaincre les investisseurs de financer de nouvelles campagnes d'exploration. Reste à voir si les investisseurs parieront sur son potentiel, malgré les incertitudes politiques persistantes depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

AVEC 6,3 % LORS DU 1^{ER} TRIMESTRE DE 2025

Le taux de chômage en Egypte est presque stable

Le taux de chômage chez les femmes enregistre ce semestre 16,4% de l'ensemble de la population active féminine, soit presque cinq fois plus grand que celui des hommes qui enregistre 3,6 %. L'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS) a annoncé, le jeudi 15 mai, que le taux de chômage en Egypte s'est établi à 6,3 % pour le premier trimestre (janvier-mars) de 2025, soit une baisse légère de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. Le nombre de

chômeurs est passé de 2,130 millions de chômeurs à 2,111 millions. Mais, le nombre de personnes sans emploi a augmenté de 7 000 par rapport à la même période en 2024. Il est important de souligner que le taux de chômage chez les femmes s'élève à 16,4 %, un chiffre près de cinq fois supérieur à celui des hommes, qui est de 3,6 %. De plus, 78,7 % des personnes sans emploi sont des diplômés de l'enseignement scolaires, contre 84,2 % au trimestre précédent. Même s'il y a une baisse,

ce constat est alarmant car il révèle que 4 Égyptiens sur 10 titulaires de diplômes supérieurs sont au chômage.

La main d'œuvre augmente

On observe une croissance de la population active, qui est passée de 33,124 millions d'individus au trimestre précédent à 33,447 millions. La population active en zone urbaine s'est établie à 14,689 millions de personnes, tandis

qu'en zone rurale, elle a atteint 18,758 millions. Quant à la main d'œuvre, son volume a progressé de 1,1 %, passant de 30,994 millions à 31,336 millions entre les deux trimestres. Le nombre de personnes contribuant au travail non rémunéré (projets au sein de la famille) s'est élevé à 1,260 million, soit 4,0 % de la population active totale. Ce pourcentage est en légère baisse par rapport au trimestre précédent (4,3 %) mais en légère hausse par rapport au même trimestre de l'année précédente (3,9 %).

FORUM ÉCONOMIQUE DE QATAR

Une phase importante dans le processus de la consolidation de la position de Qatar en tant que centre du dialogue économique mondial

Son Excellence Cheikh Faisal bin Thani bin Faisal Al Thani, le ministre du Commerce et de l'Industrie, a déclaré que le Forum économique de Qatar, en coopération avec Bloomberg, qui commence sa cinquième édition mardi, constitue une étape importante dans le processus de la consolidation de la position de Qatar en tant que centre du dialogue économique mondial, une plateforme internationale de premier plan pour échanger des opinions sur les problèmes et les défis économiques actuels les plus importants, et explorer les perspectives de la croissance et de la prospérité dans un environnement international en pleine

mutation. Son Excellence a ajouté dans une déclaration spéciale à l'Agence de Presse de Qatar, "QNA", que le forum se caractérise par la large participation de chefs d'État, de responsables gouvernementaux, de chefs d'entreprise, de directeurs exécutifs de nombreuses institutions, d'investisseurs, d'universitaires et d'entrepreneurs du monde entier, reflétant sa position croissante sur la scène internationale. Il a assuré que ce forum incarne l'un des fruits de l'orientation stratégique du pays vers l'ouverture économique et le renforcement des partenariats mondiaux, basée sur sa ferme conviction de

l'importance d'un dialogue constructif pour affronter les défis économiques mondiaux et adopter des solutions innovantes qui contribuent à la construction d'un avenir économique plus stable et durable. Il a également précisé que l'édition de cette année revêt une importance particulière compte tenu de sa concentration sur plusieurs thèmes principaux qui reflètent les problèmes économiques les plus urgents aux niveaux régional et mondial, notamment : la géopolitique, la mondialisation et le commerce, la sécurité énergétique, les développements technologiques, les perspectives des affaires et de l'investissement, en plus du

sport et du divertissement. Ces axes forment un système intégré qui reflète le chevauchement croissant entre la politique, l'économie, la technologie et la culture pour façonner l'avenir du développement économique. Son Excellence a ajouté que "dans ce contexte, en accueillant cet événement mondial, l'État de Qatar réaffirme son ferme engagement à jouer un rôle actif dans la formation de l'économie mondiale, la promotion du dialogue multilatéral et la création d'un environnement stimulant pour l'échange d'idées innovantes, qui contribue à la stabilité des marchés et stimule une croissance durable".

GHANA

Lancement du DPI, un projet panafricain pour moderniser les paiements transfrontaliers

Malgré l’essor des paiements numériques, leur expansion à travers le continent reste entravée par plusieurs obstacles. Pour y remédier, un nouveau projet porté par des banques centrales ambitionne de poser les bases d’un écosystème financier intégré et inclusif.

La Banque du Ghana (BoG), en collaboration avec la Banque nationale du Rwanda et le Réseau mondial de technologie financière de Singapour, a lancé le projet DPI (Next-Gen Digital Payment Infrastructure), une initiative destinée à moderniser les paiements transfrontaliers en Afrique. Le projet a été présenté le mercredi 14 mai à Accra, au Ghana, lors de l’ouverture du 3i Africa Summit 2025. Selon Johnson Asiama (photo), gouverneur de la BoG, la DPI constitue une plateforme évolutive destinée à améliorer l’interopérabilité entre systèmes financiers, accélérer le commerce numérique et renforcer l’inclusion financière à l’échelle continentale. « Cette initiative vise à moderniser l’écosystème de paiement transfrontalier de l’Afrique grâce à une approche fondée sur l’innovation, menée par la banque centrale

et développée conjointement avec les fintechs et les institutions financières », a-t-il déclaré. La DPI s’articule autour de trois piliers : une infrastructure d’identité fiable qui garantit des identités numériques sûres, vérifiables et universelles pour faciliter les transactions financières transparentes ; un système de paiement interopérable qui crée une infrastructure normalisée permettant des transactions transfrontalières en temps réel au sein de l’écosystème financier africain ; et un cadre de passeports pour les licences des fintechs, permettant aux entreprises agréées dans l’un des deux pays d’opérer dans l’autre avec des exigences réglementaires allégées. Cette initiative s’inscrit dans un contexte de forte expansion des services financiers numériques sur le continent. En 2024, l’Afrique subsaharienne regroupait 53 % des

comptes de mobile money dans le monde et représentait près des deux tiers de la valeur des transactions mondiales, soit environ 1105 milliards de dollars, selon le rapport annuel de la GSMA. L’argent mobile s’est imposé comme un levier essentiel pour les transferts de fonds et le commerce intra-africain. Le projet ambitionne de combler les lacunes actuelles en établissant une infrastructure publique numérique partagée, capable de rendre les paiements transfrontaliers plus rapides, moins coûteux et plus transparents. Il s’aligne sur les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF) et du Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), en renforçant l’autonomie monétaire du continent et en limitant le recours aux devises étrangères dans les échanges internes.

AFRIQUE DU SUD

Revendications pour une transition verte juste dans les zones minières

En Afrique du Sud, la transition énergétique s’impose de plus en plus à l’ensemble de l’économie alors que le pays fait face à un déficit chronique d’énergie. Dans le même temps les communautés locales sont généralement laissées pour compte dans les projets de production renouvelable. En Afrique du Sud, les communautés installées autour des mines demandent à être davantage impliquées dans les projets d’énergie renouvelable en cours dans leurs régions. C’est ce que souligne un rapport publié jeudi 15 mai par un collectif d’acteurs de la société civile, dont le Center for Applied Legal Studies (CALS) et La-

wyers for Human Rights. Dans leur document, ces organisations défendent un modèle où les projets d’énergie verte profitent aussi, concrètement, aux communautés et aux travailleurs de ces régions minières. Ce n’est actuellement pas le cas alors que de plus en plus de grandes compagnies minières investissent dans des projets solaires et éoliens. En effet, ces projets visent d’abord à répondre aux besoins énergétiques des entreprises et à réduire leur empreinte carbone. En conséquence cela se traduit par un développement de ces projets d’énergie verte, sans retombées concrètes pour les popula-

tions locales. La situation perdure alors même que la loi sud-africaine impose aux sociétés minières de soutenir le développement socio-économique de ces communautés par des plans dits « sociaux et de travail » (SLPs). Un mécanisme qui, jusqu’ici, a échoué à atteindre cet objectif, en raison d’un manque de concertation, de projets mal coordonnés et d’un suivi limité. Face à cette impasse, les acteurs locaux appellent à des projets verts développés avec une participation directe des communautés concernées. Ces dernières pourraient alors y investir, s’impliquer dans les décisions et en partager les bénéfices.

« Sinon, le risque est [grand, Ndlr] qu’une minorité riche et puissante maintienne sa domination, se contentant de remplacer les combustibles fossiles par des énergies plus propres sans transformer le système capitaliste sous-jacent qui lui profite », peut-on lire dans le document. L’évolution de ce débat dépendra potentiellement de la capacité des autorités sud-africaines à renforcer l’application des plans sociaux et à encadrer la participation des communautés minières. Leur capacité à s’organiser, à faire valoir leurs droits et à négocier leur rôle dans ces projets devrait aussi peser dans le processus.

EN PARTENARIAT AVEC ETHIO TELECOM

L’Éthiopie numérise le secteur des transports

Les autorités éthiopiennes ont fait de la transformation numérique un des piliers du développement socioéconomique. Cela touche à tous les secteurs de l’économie, dont celui des transports. Le gouvernement éthiopien mise sur la numérisation pour moderniser le secteur des transports. L’exécutif s’est associé à cet effet à l’opérateur historique des télécommunications Ethio Telecom pour développer trois solutions numériques : un système de service de transport public interurbain, un système intégré de distribution de carburant et un système national centralisé de gestion des infractions routières basé sur un système de points. « Ces solutions visent à moderniser les processus opérationnels dépassés dans les chaînes du transport public interur-

bain et de l’approvisionnement en carburant, à permettre l’accès à des données fiables en temps réel sur la distribution et le commerce du carburant, à offrir aux clients plusieurs options de paiement via des institutions financières diverses, à assurer la transparence dans la gestion des contraventions routières et à renforcer la responsabilité des prestataires de services », a expliqué la société télécoms dans un communiqué publié le mercredi 14 mai. Cette initiative s’inscrit dans l’ambition du gouvernement éthiopien d’accélérer la transformation numérique et de soutenir le développement de tous les secteurs de l’économie. Cette approche est soutenue par l’Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA), qui estime que la numérisation du secteur des transports de-

vrait générer une valeur ajoutée de 24 milliards de birrs (environ 177,2 millions de dollars) d’ici 2028, soit 4,6 % de la valeur ajoutée du secteur sur la période. L’organisation prévoit également 130 000 emplois supplémentaires et 2 milliards de birrs de recettes fiscales supplémentaires pour l’État. Il convient toutefois de rappeler que l’adoption des services numériques par la population nécessitera leur accès à des smartphones et à Internet. Par exemple, la GSMA estime à 100 millions le nombre d’Éthiopiens qui n’utilisent pas encore Internet sur une population totale estimée à 126,5 millions par la Banque mondiale en 2023. La GSMA estime également le taux de pénétration des smartphones dans le pays d’Afrique de l’Est à 36 %.

MOZAMBIQUE

Vers une reprise des opérations de production de graphite à Balama d’ici fin juin

Mise à l’arrêt en juillet 2024, la mine Balama n’a produit aucune tonne de graphite depuis lors. Cette situation découle principalement de la faiblesse du marché du graphite et du blocage du site par des communautés locales au Mozambique. Au Mozambique, Syrah Resources vise une reprise de la production de graphite sur la mine Balama d’ici la fin du mois de juin 2025. C’est l’annonce faite par la compagnie jeudi 15 mai, précisant que les premières exportations de graphite devraient suivre quelques semaines après cet événement. Pour rappel, Balama, la plus grande mine de graphite d’Afrique, n’a produit aucune tonne de graphite entre juillet 2024 et mars 2025. Cela est dû à un arrêt forcé des opérations décidé par Syrah Resources, d’abord à cause d’un marché de graphite défavorable et ensuite du blocage du site par des communautés locales. Alors qu’elle a annoncé la levée des barres bloquant l’accès au site plus tôt ce mois-ci, la compagnie poursuit la planification des travaux de maintenance en vue de la reprise des activités. « Syrah progresse dans la planification du redémarrage et la préparation de l’usine, en donnant d’abord la priorité au rétablissement de l’électricité, à la préparation du camp et à la sécurité du site. L’inspection et la préparation des zones de concassage et de broyage, de flottation, de filtration et de séchage, ainsi que de criblage et d’ensachage des produits de l’usine de Balama seront entreprises successivement sur plusieurs semaines. », peut-on lire dans le communiqué. La reprise de la production annoncée à Balama intervient dans un contexte marqué par des perturbations de l’offre sur le marché du graphite hors Chine. Syrah Resources, qui a reporté ses contrats de vente de graphite à cause de l’arrêt prolongé de la mine, cherche à répondre à la demande de ses clients. Pour cela, elle envisage de donner la « priorité aux expéditions de marchandises diverses afin de raccourcir les délais de livraison pour ses clients et d’anticiper les rentrées de fonds ».

BOURSE ZURICH

La rétrogradation de la note des Etats-Unis pèse sur l’ambiance

La Bourse suisse restait dans le rouge lundi matin, à l'instar des autres places européennes prudentes après l'abaissement de la note de dette des Etats-Unis par l'agence Moody's. Les investisseurs surveilleront aussi l'inflation en zone euro, alors que le flux des résultats trimestriels commence à tarir.

Moody's a abaissé vendredi la note des Etats-Unis, alors que les tensions liées à sa guerre commerciale, notamment avec la Chine, commençaient tout juste à s'apaiser. Pour la toute première fois, l'agence a retiré à la dette américaine sa note maximale "Aaa" et l'a rétrogradée à "Aa1", en y ajoutant une perspective "stable". "Le déclassement de Moody's n'est peut-être qu'un cran sur l'échelle des notations, mais il marque un basculement symbolique dans la perception de la puissance budgétaire américaine. (...) Reste à savoir si les marchés continueront d'ignorer l'évidence ou s'ils finiront par en tirer les vraies conclusions", a souligné John Plassard, spécialiste en placement de Mirabaud Banque. Pour Ipek Ozkardeskaya, la décision de

Moody's ne constitue pas une surprise, les autres grandes agences ayant déjà sauté le pas. Concernant les discussions sur les droits de douane, l'analyste de Swissquote a souligné que "les promesses peuvent être inversées de manière unilatérale à tout moment". "Il est peu probable que les négociations se déroulent dans le calme", a averti l'experte. Les investisseurs surveilleront également dans la matinée l'inflation en zone euro au mois d'avril (2e estimation). Vers 10h40 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI perdait 0,30% à 12'299,51 points, après avoir ouvert en baisse de 0,27%. Le SLI reculait de 0,40% à 2015,74 points et le SPI abandonnait 0,17% à 16'875,50 points. En la quasi absence d'annonces d'entreprises suisses, la majorité des valeurs

vedettes restait dans le rouge, toujours emmenées par Holcim (-3,6%), Partners Group (-1,7%) et Straumann (-1,6%). Le géant des matériaux de construction était traité hors-dividende de 3,10 francs suisses. Richemont (-1,3%) reculait encore. Le spécialiste du luxe a dévoilé vendredi un chiffre d'affaires en hausse, essentiellement porté par la joaillerie, sur son exercice décalé 2024/2025 clos fin mars. Le bénéfice a bondi au-delà des attentes. Plusieurs analystes ont, dans la foulée, relevé leur objectif de cours et confirmé leurs recommandations. A l'autre bout du tableau, Lindt (+1,6%) restait en tête de classement, suivi par Swiss Life (+0,4%) et Nestlé (+0,3%). Le géant de l'alimentaire semblait faire fi

de la commission d'enquête du Sénat français qui présente ce lundi ses conclusions sur le traitement des eaux en bouteille. Les deux autres poids lourds de la cote Novartis (+0,1%) et Roche (+0,3%) soutenaient l'indice. Sur le marché élargi, Sunrise (-2,1%) accentuait sa baisse. L'opérateur a accusé une contraction au premier trimestre, tant au niveau des recettes que des excédents. L'émanation du mastodonte étatsunien Liberty Global prévoit de retirer la réplique de son action helvétique du Nasdaq new-yorkais. Stadler Rail (+0,2%) montait par contre, porté par une commande de 350 millions de francs suisses de l'opérateur ferroviaire suédois A-Train.

EUROPE

Bourses en berne, Moody’s dégrade la note des USA

Les principales places boursières européennes sont en rouge ce matin, Paris et Londres cédant 0,7% derrière Francfort (-0,3%). Les marchés digèrent notamment l'annonce de Moody's de dégrader la note de crédit des Etats-Unis, passant du triple A à Aa1. Par conséquent, le compartiment obligataire se tend avec US T-Bonds à 10 ans évoluant désormais à 4.55% (+11 pts) tandis que le Bund allemand de même échéance évolue à 2,65% (+6 pts). Sur le front des statistiques, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'est établi à 2,2% en avril, stable par rapport à mars, conformément à l'estimation rapide dévoilée par Eurostat début mai, tandis que celui de l'Union européenne s'est tassé de 0,1 point d'un mois sur l'autre, à 2,4%. Dans la zone euro, les services (+1,80 point de pourcentage, pp) ont contribué le plus au taux d'inflation annuel, suivis de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (+0,57 pp), des biens industriels non énergétiques (+0,15 pp) et de l'énergie (-0,35 pp). De l'autre côté de l'Atlantique, doivent no-

tamment être dévoilés les indicateurs avancés du Conference Board cet après-midi, puis l'indice PMI préliminaire et les ventes de logements en deuxième partie de semaine. Dans l'actualité des sociétés européennes, Ryanair publie un bénéfice après impôts de 1,61 milliard d'euros au titre de son exercice 2024/25 s'étant achevé en mars 2025, en baisse de 16% par rapport à l'année précédente, en ligne avec les attentes. Diageo se montre stable à Londres après l'annonce par le géant des spiritueux d'un chiffre d'affaires de près de 4,38 milliards de dollars au titre de son troisième trimestre 2024-25, en croissance de 2,9% en données totales et de 5,9% en organique. Stellantis annonce la nomination de Xavier Chardon au poste de Chief Executive Officer de Citroën, à compter du 2 juin 2025, sous la responsabilité de Jean-Philippe Imparato. Enfin, GSK annonce que le ministère japonais de la Santé a approuvé les combinaisons à base de Blenrep pour le traitement du myélome multiple en rechute ou réfractaire.

PARIS

Les banques en vert, le luxe en rouge

La Bourse de Paris cède près de 0.5% ce matin, autour des 7850 points, notamment pénalisée par le luxe (-1.8% pour Hermès, -1.2% pour Kering), malgré la dynamique positive des valeurs bancaires (+2.1% pour BNP Paribas +1.4% pour Société Générale). La journée sera marquée par la publication de plusieurs statistiques, à l'instar d'une nouvelle estimation de l'inflation dans la zone euro pour le mois d'avril. Pour rappel, elle était ressortie stable à 2,2% en rythme annuel

en estimation rapide début mai. De l'autre côté de l'Atlantique, doivent notamment être dévoilés les indicateurs avancés du Conference Board cet après-midi, puis l'indice PMI préliminaire et les ventes de logements en deuxième partie de semaine. 'Nous entendrons plusieurs membres du FOMC cette semaine', souligne en outre Bank of America, qui toutefois, ne s'attend pas à un changement majeur de ton par rapport au récent discours de la Fed. 'La plupart des intervenants met-

tront probablement l'accent sur la patience, soulignant l'incertitude à venir et l'importance d'examiner l'ensemble des politiques, et pas seulement les droits de douane', pronostique-t-il. Rappelons que les marchés digèrent encore l'annonce de l'Agence de notation Moody's qui a retiré vendredi soir son triple A aux Etats-Unis, lui attribuant désormais un Aa1 comme note de crédit. Dans l'actualité des valeurs à Paris, BNP Paribas annonce le lancement, ce lundi, du pro-

gramme de rachat d'actions prévu pour 2025 pour un montant maximum de 1,084 milliard d'euros, programme devant s'achever le 20 juin au plus tard. Schneider Electric annonce que plus de 110 millions d'euros seront investis d'ici 2027 dans ses sites de production en France, afin de répondre à la croissance des marchés des réseaux électriques, du nucléaire et des data-centers, portée par la transition énergétique et la transformation digitale. Getlink fait part d'une suspen-

sion pour une période de deux semaines, de l'activité d'Eleclink, son interconnexion électrique dans le tunnel sous la Manche, suspension qui aura selon lui un impact commercial estimé à environ 20 millions d'euros. Peugeot Invest annonce la cession sur le marché secondaire de 35 fonds de capital-investissement, gérés par 22 sociétés de gestion pour un montant total d'environ 227 millions d'euros, au fonds secondaire Committed Advisors.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 16 Mai 2025 Valeur : 20 Mai 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	133.1420	133.1570
1	EUR	EURO 	149.1324	149.2157
1	GBP	POUND STERLING 	177.1919	177.2119
100	JPY	JAPANESE YEN 	91.6262	91.6428
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.4817	18.4848
1	CHF	SWISS FRANC 	159.4706	159.5841
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	95.4013	95.4325
1	DKK	DANISH KRONE 	19.9946	19.9986
1	SEK	SWEDISH KRONA 	13.6792	13.6863
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.8078	12.8124
1	AED	UAE DIRHAM 	36.2449	36.2569
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.4960	35.5019
1	KWD	KUWAITI DINAR 	433.2639	433.4538
1	TND	TUNISIAN DINAR 	43.8971	44.3383
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	14.3341	14.3357
1	LYD	LIBYAN DINAR 	24.2336	24.3578
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.3345	3.3448
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.6020	179.6020

ITALIE

La sécheresse menace la production d'huile d'olive

La région des Pouilles, dans le sud de l'Italie, qui produit près de 50% de l'huile d'olive du pays est particulièrement impactée.

Sécheresse, absence d'hiver, canicule... Les olives sont confrontées aux conséquences du changement climatique. La région des Pouilles, dans le sud de l'Italie, qui produit près de 50% de l'huile d'olive du pays est particulièrement impactée. Pietro Leone cultive environ 100 hectares d'oliviers dans la province de Foggia. Cette année, la faible pluviométrie a sérieusement impacté sa production et la récolte de novembre prochain s'annonce moins bonne que l'année précédente. "Cette année, la production est faible, elle est bien inférieure à celle de l'année dernière, car nous avons eu le stress hydrique que nous connaissons depuis quelques années et ensuite nous avons eu deux jours horribles pendant la floraison

au cours desquels plusieurs variétés ne se sont pas liées. Cette année, nous avons 50 % à 80 % de production en moins" affirme Pietro Leone. Le barrage de Capaccio est le plus proche de la ville de Foggia et alimente en eau toute la province pour l'industrie, l'irrigation et la consommation. Il est alimenté par un ruisseau qui transporte l'eau de pluie dans le réservoir. Aujourd'hui, ce barrage est pratiquement vide et ne contient que 2 millions et demi de mètres cubes d'eau contre 17 millions de mètres cubes habituellement. Le peu qu'il reste vient de l'hiver dernier. Cette année, le barrage ne s'est pas rempli. Les 3 autres réservoirs de la province de Foggia ne sont pleins qu'à 50 %. "Au lieu de 300 millions de mètres cubes disponibles dans les 4 réservoirs, nous en

avons la moitié, 150 millions de mètres cubes seulement. Nous avons donc fait la moitié d'une saison d'irrigation dans le district d'irrigation et ensuite nous avons dû arrêter pour maintenir 9 mois d'autonomie en eau potable" explique Giuseppe De Filippo, qui travaille pour l'Association nationale des assainissements des Pouilles. Le faible niveau d'eau de ce réservoir artificiel peut être un avantage pour les petits élevages environnants, mais il est très dangereux pour les oliviers. Bien que ces plantes aient besoin de moins d'eau que les autres cultures, des températures supérieures à 40 degrés pendant 50 jours consécutifs menacent la production d'olives et, par conséquent, sa précieuse huile.

CINQ ANS APRÈS LE BREXIT

Premier sommet entre le Royaume-Uni et l'UE

Le Royaume-Uni et l'Union européenne tiennent lundi à Londres un sommet inédit, cinq ans après le Brexit, destiné à poser les fondations d'une relation plus étroite, en particulier en matière de défense. Le Premier ministre britannique Keir Starmer, qui a promis de "réinitialiser" la coopération avec l'UE à son arrivée au pouvoir en juillet dernier, accueille la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le président du Conseil européen Anto-

nio Costa. Ce sommet est l'occasion pour le dirigeant travailliste de concrétiser sa volonté de rapprochement avec Bruxelles et de tourner la page des années de tensions entre les 27 et les précédents gouvernements conservateurs liées au Brexit, intervenu le 31 janvier 2020. Si l'atmosphère s'est réchauffée entre les deux parties, les pourparlers ne sont pas aisés pour autant: ils se sont crispés notamment sur les questions des quotas de pêche et de mobilité des jeunes. Keir

Starmer et Ursula von der Leyen s'étaient entretenus vendredi en Albanie en marge du sommet de la Communauté politique européenne (CPE) pour tenter d'aplanir les divergences. Le dirigeant britannique a promis un accord qui "sera bon pour (les) emplois, (les) factures et (les) frontières" du Royaume-Uni. Mais les contours de cet accord restent flous, et les négociations se sont poursuivies dans la journée de dimanche. Le pacte sur la défense permettrait au Royaume-

Uni de participer à des réunions ministérielles de l'UE et de rejoindre certaines missions militaires européennes, au-delà des engagements communs déjà forts avec les pays de l'UE membres de l'Otan. Pour Londres, l'enjeu est aussi économique, avec à la clé l'accès pour ses entreprises au futur programme européen doté de 150 milliards d'euros visant à développer la base industrielle de défense au sein de l'UE.

PRÉVISION DE CROISSANCE EN FRANCE

La Commission européenne la révise à la baisse, à 0,6 % en 2025

Selon Bruxelles, l'économie européenne devrait progresser à petit train cette année : 1,1 % pour l'Union européenne et 0,9 % pour la zone euro. Les incertitudes politiques et le ralentissement du commerce mondial incitent la Commission à revoir à la baisse ses prévisions économiques pour l'Union européenne. Elle table désormais sur une croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 1,1% pour l'Union européenne et 0,9% pour la zone euro, contre 1,5% et 1,3% il y a seulement six mois. Sur le podium des pays de la zone euro les plus dynamiques en 2025 se trouvent le Danemark (croissance de 3,6 %), l'Irlande (3,4 %) et la Pologne (3,3%). L'Allemagne et l'Autriche ferment la marche avec des économies en stagnation, voire récession pour Vienne. La performance française n'est pas non plus flamboyante : la Commission table sur une croissance bien modeste de 0,6%, soit une prévision identique à celle du FMI, quand elle

comptait encore sur 0,8% l'automne dernier. Le gouvernement a aussi revu au début de l'année à la baisse son objectif de croissance, un cran toutefois plus haut à 0,7%. Fin avril, le ministre des Finances, Éric Lombard reconnaissait que cela allait «être un combat».

La guerre commerciale de Donald Trump pèse sur les prévisions

La fin de l'année 2024 et le premier trimestre 2025 ont pourtant surpris par leur bonne tenue, avec une activité économique en croissance successivement de 0,4% puis 0,3%, soutenue par la demande. Las, la guerre commerciale lancée par Washington est venue gripper cette belle dynamique. La politique économique américaine est désormais sujette à tant d'incertitudes que les économistes de la Commission reconnaissent avoir peiné à réaliser leur traditionnel exercice de prévision. Ils ont dû pour cela prendre quelques hypothèses, su-

jettes dans un environnement aussi volatil à révision. La Commission mise ainsi sur des droits de douane entre les États-Unis et l'Europe, maintenus à 10 %, à l'exception des droits de 25 % sur l'acier, l'aluminium et les voitures et les exemptions sur les produits pharmaceutiques et les microprocesseurs. Dans ces conditions, les exportations européennes ne progresseraient que de 0,7 % cette année ; avant un rebond à 2,1 % en 2026. la croissance du Vieux continent devrait d'ailleurs retrouver des couleurs l'année prochaine à 1,5%. Sous la pression de la guerre commerciale, les hausses de prix poursuivront leur décrue ces prochains mois. Après avoir atteint 2,4 % l'année dernière, l'inflation devrait ainsi se situer aux alentours de l'objectif de la Banque centrale européenne - les fameux 2 %- cet été, pour atterrir autour de 1,7 % en 2026. Ce mouvement sera soutenu par la baisse des prix de l'énergie et l'appréciation de l'euro.

CHINE La production industrielle robuste en avril

La production industrielle en Chine a progressé à un rythme plus soutenu que prévu en avril, selon des données officielles publiées lundi. La production industrielle de la deuxième économie mondiale a augmenté de 6,1 % en avril par rapport à l'an passé, selon les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques (NBS). Ce niveau dépasse les prévisions de 5,7 % d'économistes interrogés par l'agence Bloomberg, mais reste inférieur au bond de 7,7% enregistré en mars. "L'économie nationale a résisté à la pression et a connu une croissance stable en avril", a déclaré le NBS, tout en reconnaissant "une conjoncture complexe marquée par des chocs externes croissants et des difficultés internes multiples". La Chine et les États-Unis ont convenu la semaine dernière de réduire fortement pendant 90 jours les droits de douane imposés réciproquement, suscitant l'espoir des milieux économiques d'une réduction durable des tensions. Les ventes au détail, un indicateur clé de la consommation, ont progressé en avril à un rythme plus lent qu'attendu, selon les données du NBS publiées lundi, grimpaient de 5,1% sur un an contre 5,8% attendus par Bloomberg. Ce chiffre marque un ralentissement par rapport au rebond de 5,9% sur un an enregistré au mois de mars.

ETATS UNIS La banque centrale américaine veut réduire de 10 % ses effectifs

Invoquant la nécessité d'améliorer "l'efficacité" de l'institution, le président de la Fed qui emploie près de 24.000 personnes aux États-Unis a annoncé vouloir réduire les effectifs "d'environ 10%" dans les années à venir. La Réserve fédérale américaine (Fed) va réduire ses effectifs "d'environ 10%" dans les années à venir pour améliorer l'"efficacité" de l'institution, a annoncé son président dans un courrier interne consulté par l'AFP. "L'expérience acquise ici et ailleurs montre qu'il est sain pour toute organisation de poser un regard neuf sur ses équipes et ses ressources", écrit le président de la banque centrale américaine Jerome Powell dans cette note, à l'heure où le gouvernement Trump mène des coupes claires dans l'administration fédérale. La Fed employait 23.950 personnes dans l'ensemble des États-Unis en 2023, selon son dernier rapport annuel.

TELEGRAM

Pavel Durov accuse la France de faire de l'ingérence dans les élections en Roumanie

Le patron de Telegram a posté cet après-midi sur son canal un message assez étonnant. Il y explique avoir reçu des appels à la censure quant aux élections présidentielles roumaines se tenant ce dimanche.

Entre la France et le fondateur de Telegram, Pavel Durov, ça n'est clairement plus du tout une histoire d'amour. En effet, après avoir été arrêté en août dernier, le milliardaire russe a certes coopéré avec les autorités françaises, mais a aussi plusieurs fois vertement critiqué le pouvoir hexagonal. Il y a quelques semaines, il annonçait ainsi le départ de son application de l'hexagone si une loi venait à l'obliger à installer un backdoor. Et aujourd'hui, c'est une attaque encore plus grave qu'il porte contre Paris.

Pavel Durov dit avoir reçu des demandes de censure du camp conservateur aux élections présidentielles roumaines. Ce dimanche 18 mai a lieu en Roumanie une élection présidentielle sous tension depuis que la candidature du nationaliste Călin Georgescu a été officiellement invalidée. À la place, ce camp est dorénavant représenté par George Simion, qui a récemment dénoncé des tentatives d'ingérence de la

part d'Emmanuel Macron dans ce scrutin. Et il n'est pas le seul à tenir ce genre de propos. Pavel Durov a en effet posté dans l'après-midi de ce jour de vote un message dans son canal personnel expliquant avoir été approché par un pays occidental afin de censurer les voix conservatrices. Il n'a pas donné le nom du pays en question, mais pour rester tout de même transparent, il l'a caractérisé en utilisant l'emoji « baguette ». Une façon claire de désigner la France.

La diplomatie française nie toute ingérence

Et c'est clairement de cette manière que le message a été compris par de nombreux influenceurs nationalistes français qui se sont empressés de relayer l'accusation. Le compte de France Diplomatie n'a pas non plus tardé de son côté à réagir pour nier catégoriquement toute tentative d'influer sur le scrutin de ce pays d'Europe de l'Est. « La France rejette catégoriquement ces allégations et appelle chacun à la res-



pensabilité et au respect de la démocratie roumaine » a-t-il été affirmé. Rappelant de son côté que les élections avaient été annulées à la suite de manipulations repérées sur TikTok en faveur à l'époque de Călin Georgescu, la diplomatie française estime que « les ré-

centes accusations contre la France ne sont qu'une manœuvre de diversion face aux réelles menaces d'ingérences qui visent la Roumanie. La France appelle tous les acteurs politiques roumains à la responsabilité et la défense de la démocratie. » Ambiance.

Ce que l'IA croit comprendre des animaux n'est pas forcément ce qu'ils veulent dire

L'IA capte de plus en plus les sons émis par les animaux. Elle identifie des motifs et classe des vocalises. Pourtant, décoder ces signaux demande encore l'aide de l'observation humaine. L'IA seule ne suffit pas à saisir ce que veulent vraiment dire les animaux.

On vous en a déjà parlé sur Clubic, la science cherche à percer le secret des émotions des animaux grâce à l'IA. Les chercheurs utilisent des algorithmes pour analyser les cris, chants ou autres sons de nos amies les bêtes. Ces outils trouvent des répétitions, trient les signaux et extraient des indices invisibles à l'oreille humaine. Par exemple, ils ont réussi à différencier plusieurs types d'appels chez les corbeaux ou les dauphins. Mais derrière les données, il manque souvent l'essentiel : le contexte et le sens précis des vocalises. Pour l'instant, l'IA montre ses limites dès qu'il s'agit d'interpréter vraiment ce que veulent dire les bêtes, même si on y croit dur comme fer, comme Baidu qui espère un jour pouvoir traduire le miaulement des chats.

Observer les comportements reste essentiel pour comprendre les animaux

Pour mieux interpréter les signaux animaux, il faut combiner les analyses sonores avec l'étude du comportement. Les biologistes notent les réactions



des animaux face à certains sons, la façon dont ils interagissent entre eux, ou encore leur environnement. Ces observations donnent du sens aux cris et aux vocalises, ce que l'IA ne peut pas faire seule. Par exemple, dans les recherches sur les corbeaux, les scientifiques remarquent que certains appels apparaissent lorsque l'oiseau veut avertir d'un danger ou attirer un congénère. Ces situations sont indispensables pour comprendre la fonction de ces vocalises. Sans le contexte social et comportemental, il est difficile d'en tirer des conclusions fiables. L'intelligence artificielle peut détecter des motifs, mais elle n'a pas accès à ces informations humaines que le chercheur peut observer directement.

En combinant ainsi les données sonores et les observations sur le terrain, la connaissance des formes de communication animale progresse. L'IA facilite le travail, mais le regard humain reste indispensable.

L'IA ne peut pas encore décoder la richesse des échanges entre animaux

Les algorithmes repèrent les séquences sonores, identifient des motifs récurrents et tentent de classer les signaux. Parfois, ils différencient des appels d'alarme, des sons de jeu ou des cris pour attirer un partenaire. Mais comprendre ce que ces signaux signifient réellement reste une autre affaire. Chez les dauphins, on sait que chaque individu a un sifflement signature, un peu comme un

nom. L'IA détecte ces signatures et peut suivre les échanges entre individus. Pourtant, elle ne comprend pas ce que les dauphins se racontent vraiment. Ce type d'interprétation demande des connaissances fines sur leur comportement et leur vie sociale. De plus, chaque espèce a son propre langage, souvent complexe, nuancé et lié à l'environnement. Les intentions ou les règles sociales influencent la communication. Il faudrait un système capable de saisir tout cela pour vraiment traduire ces échanges. La technologie progresse, mais ce stade reste lointain.

Source : Gizmodo

● Arista en passe d'acquérir VeloCloud

Selon la presse américaine, Arista serait proche d'un accord pour acquérir VeloCloud auprès de Broadcom. L'entreprise spécialisée dans le SD-WAN était entrée dans le portefeuille de VMware en 2017. L'opération est estimée à environ 1 Md\$. L'actualité de VMware ne tourne pas simplement autour des licences. Son portefeuille de solutions est au centre de négociations d'acquisition. Selon The Information citant une « personne ayant une connaissance directe de l'opération », Arista Networks serait sur le point de racheter VeloCloud auprès de Broadcom. Pour mémoire, VeloCloud est entrée dans le giron de VMware en 2017 pour un montant non communiqué à l'époque. La société proposait des offres SD-WAN capables d'agréger plusieurs types de connexions, aussi bien le haut débit, le MPLS que les réseaux cellulaires, pour créer des connexions plus fiables et souvent moins coûteuses que le MPLS pur. Progressivement, le spécialiste de la virtualisation a fait évoluer VeloCloud sur la partie sécurité (SASE) en se rapprochant de Symantec (autre propriété de Broadcom) et l'edge computing (avec des appliances dopées à l'IA). En novembre dernier, VMware a présenté VeloRain, utilisant l'IA et le machine learning pour améliorer le trafic réseau. Si cette opération se concrétise, Arista Networks complètera son portefeuille réseau pour les environnements IA, datacenter, campus et routage. Selon le média américain, Arista serait prêt à mettre environ 1 milliard de dollars pour s'emparer de VeloCloud. De son côté, cette cession apportera à Broadcom un levier financier supplémentaire pour éponger le rachat de VMware (61 Md\$). En février 2024, il avait revendu l'activité poste de travail Horizon (End User Computing) au fonds d'investissement KKR. Cette division est devenue depuis l'été dernier le fournisseur Omnisia.

Cette De Tomaso P72 est prête pour la production !



C'est en 2019 que la P72 révélait ses lignes voluptueuses dans le cadre du Festival of Speed de Goodwood. Six ans plus tard, De Tomaso est enfin prêt avec la version de production. De nombreuses supercars sont présentées, certaines plus magnifiques et plus puissantes que d'autres. Mais trop souvent, elles s'en tiennent à un seul prototype, à moitié terminé. Et ce scénario semblait également prévaloir pour la De Tomaso P72, qui a fait sa première apparition publique au Goodwood Festival of Speed. Nous étions alors en 2019, il y a presque six ans. Malgré quelques difficultés financières, la De Tomaso P72 est désormais prête pour la production. Les premiers exemplaires de la série limitée à 72 unités (comme P72) devraient être livrés à leurs propriétaires avant la fin de cette année. Bien que le constructeur italien appartienne depuis 2014 à une holding basée à Hong-Kong, la P72 n'est pas Made in China. Ni même Made in Italy, mais Made in Germany : en effet, cette De Tomaso sera assemblée dans une nouvelle usine à Affalterbach, la ville allemande bien connue pour être le berceau de AMG.

Supercharger

Les lignes de la De Tomaso P72 font référence aux voitures de course des années 1960 et à la P70 en particulier. Bien que cette supercar utilise une monocoque en fibre de carbone, ses concepteurs ont cherché à offrir l'expérience la plus analogique possible. L'intérieur prodigieux se passe d'écrans, le V8 monté en position centrale arrière se passe d'assistance électrique et la suspension fait l'impasse sur les modes de conduite contrôlés électroniquement. Ce V8 de 5 litres développé en interne reçoit le concours d'un compresseur mécanique qui porte la puissance à 700 ch et le couple à 820 Nm. Cette puissance est transmise aux roues arrière par l'intermédiaire d'une boîte de vitesses manuelle. C'était vraiment mieux avant ! Du moins quand on peu combiner le plumage d'un modèle classique au ramage issu de technologies modernes tout en conservant une approche analogique. Et si cette De Tomaso P72 se conduit aussi bien qu'elle ne s'admire...

Petit détour par le Nürburgring pour la nouvelle Mercedes CLA Shooting Brake

La nouvelle Mercedes CLA Shooting Brake se dévoile peu à peu. Après des essais où les prototypes étaient entièrement camouflés, Mercedes retire peu à peu les adhésifs qui couvraient la face et les flancs de ses autos pour ne laisser que ceux qui recouvrent leur poupe. Ce qui veut dire que la présentation de la voiture de série s'approche.

Alors que la nouvelle génération de Mercedes Cla a été dévoilée et patiente désormais en attendant l'heure de sa commercialisation, sa variante Shooting Brake en est encore à l'étape prototype. De la nouvelle Mercedes CLA à carrosserie de « coupé quatre portes », on connaît tout. Elle a été présentée au mois de mars de cette année et l'on sait qu'elle dispose de motorisations électriques et hybrides. On connaît aussi ses tarifs qui sont assez élevés et débute à 52 900 € (pour la série limitée « Limited Edition »). En revanche, pour la carrosserie Shooting Brake, il reste encore des choses à découvrir, en particulier le traitement de la poupe de ce modèle.

Face avant de CLA pour la version Shooting Brake

Pour ce qui est de la partie avant et des flancs, la future Mercedes CLA Shooting Brake n'a plus de secret pour nous nous puisque ce sera la réplique de la carrosserie coupé quatre portes. D'ailleurs les derniers prototypes photographiés par nos chasseurs de scoop, limitent leur camouflage à la partie arrière de leur véhicule qui est celles qui affichera le plus de différences avec la Mercedes CLA.

La CLA Shooting Brake hybride et électrique

La version Shooting Brake de la Mercedes CLA devrait reprendre les moto-



risations du coupé quatre portes à savoir les motorisations électriques de 272 ch (250+ à roues arrière motrices) et de 354 ch (350 4Matic à transmission intégrale). Des motorisations électriques qui associées à une batterie de 85 kWh peuvent espérer s'approcher des 792 km d'autonomie annoncés par leur fiche tech-

nique ! Viendront ensuite des motorisations 1.5 essence à micro-hybridation en trois niveaux de puissances : 136, 163 et 190 ch. Si la Mercedes CLA est en vente à partir de cet été, la carrosserie Shooting Brake devrait attendre la fin de l'été pour être dévoilée avant un lancement commercial en fin d'année.

Jaguar se rend compte qu'elle est allée trop loin

Jaguar, symbole du luxe britannique et de la sportivité féline, a récemment tenté un virage audacieux dans sa communication pour redéfinir son image. Résultat ? Un spot sans voiture, un logo dégriffé et une vague de réactions mitigées, pour ne pas dire franchement perplexes. Alors que la marque cherche désormais une nouvelle agence de pub, on s'interroge : Jaguar a-t-elle mordu la poussière en voulant trop sortir des sentiers battus ? Retour sur un pari risqué, peut-être trop risqué, pour un constructeur au bord du précipice.

Une pub sans voiture ? Il fallait oser.

Il y a des décisions qui marquent. Comme présenter une publicité automobile... sans voiture. Jaguar, dans un élan créatif pour le moins audacieux, a lancé une campagne censée incarner sa « renaissance ». Au menu : un spot conceptuel, des images stylisées, de grandes envolées visuelles... mais aucune trace de ses mythiques modèles. Le tout accompagné d'un nouveau logo, épuré à l'extrême, dans lequel le célèbre félin a carrément disparu. Coup de génie ou faute de goût ? Sur



les réseaux sociaux, le débat a vite tourné court. Une majorité de spectateurs n'a pas compris la démarche, encore moins apprécié cette rupture brutale avec l'ADN de la marque. Car s'il y a bien une chose que l'on attend d'une pub Jaguar, c'est du raffinement mécanique, de l'élégance à l'anglaise,

et un certain panache. Et là, il n'y avait... rien de tout ça.

Type 00 : design radical, réception glaciale

C'est ainsi qu'on a découvert la Type 00, un concept-car au design futuriste, presque dystopique. Un modèle censé

illustrer la nouvelle direction artistique de Jaguar : tranchée, avant-gardiste, disruptive. Mais ce style ultra-radical n'a fait que renforcer le malaise ambiant. Dans un marché où même les marques de luxe peinent à concilier innovation et héritage, Jaguar semble avoir tenté un grand écart périlleux. Un pari compréhensible vu la santé financière inquiétante de la marque, mais qui n'a visiblement pas su séduire, ni rassurer.

Changer d'agence : un demi-tour discret ?

Dernier rebondissement en date : Jaguar serait en train de chercher une nouvelle agence de communication. Selon The Telegraph, le constructeur rebat les cartes de son pôle créatif, mettant fin à sa collaboration avec Accenture Song et l'agence interne Spark44, en place depuis 2021. Officiellement, on parle de repenser la stratégie globale, de s'aligner avec de nouveaux objectifs. Officieusement, difficile de ne pas y voir un désaveu implicite des campagnes récentes. Le contrat avec Accenture devait pourtant courir jusqu'en 2026. Une rupture anticipée, donc, qui en dit long.

Jaguar en quête de sens (et de clients)

Ce coup de frein publicitaire ne doit pas faire oublier le vrai défi que doit relever Jaguar : rester en vie. Car derrière le bad buzz se cache une réalité économique plus brutale. Entre concurrence rude, virage électrique imposé et sanctions douanières, le constructeur britannique joue gros. Après des années de modèles marquants — des Type E aux F-Type — Jaguar est à un carrefour critique. Trop de conservatisme, et elle risque de sombrer dans l'oubli. Trop d'avant-gardisme mal maîtrisé, et c'est l'identité même de la marque qui se dilue.

La leçon : innover, oui, mais sans renier son âme

Il est trop tôt pour dire si Jaguar fera vraiment marche arrière. Peut-être qu'un nouvel élan créatif saura réconcilier les fans de la première heure avec les ambitions modernes de la marque. Mais une chose est sûre : quand on construit son image sur des décennies d'élégance et de puissance féline, on ne peut pas tout balayer d'un revers de main... sans s'attirer quelques griffures en retour.

Mots fléchés

Capitale d'un état européen (qui a perdu son U) Ancienne Istanbul		Lichen Il a le blanc, il y a le bleu		Qui n'est pas poli Sa capitale est Florence		Passereau		Une civilisation précolombienne Une civilisation		Entichées		Région de Bretagne Elle chante Banana Split	
Un cépage Appelés à haute voix						Avec une négation, jamais Baronne de la Tronche-en-Blaie				Rivière en espagnol Moultres saillantes			
					Transpiration								
Hôpital		Scribouiller Qui se rapporte au vin							Le chien le ronger Juste après la maternelle			Avec les taxes	Planche de cuivre gravée
			Tailler		Potite minute			Ile grecque Milieu du jour					
Période avant Noël Semblable						Infesta Couvre le carmembert							
					Joli mois Préfecture du Calvados				Commune du Piémont		Cuivre Gus		
Roi d'Israël				L'ivrogne le lève souvent Un film de Luis Buñuel						Prénom féminin		Cérium	
Déversés	Intrépides	Corvidé Ester d'un acide					Très vite avec presto						
							Très court	Congédier Outil pour percer					
Mot de passe Pas grand chose				État de béatitude parfaite Vicux Tokyo								Transpirée	
					Genre de poisson Tête à tête				Chevilles fixées au bout d'un essieu Vainqueur de Transglobe				
Vient de rirc Remorque fermée			Croquis							Connu		Mesurées	
			A remplacé la Société des Nations Souveraineté				Remblais Ornement de chapiteaux						
Affluent de la Garonne Cube de jeu				Nain ou géant malveillant						Napperon de table			
		Panorama		Songes						Se dit pour un hareng	Qui est en feu	Lac américain	
Fabrique Relatif à un équidé						Légumineuse		Blé Points cardinaux					
				Exclamation méridionale			Catapulte chez les romains Mot de peste						
Saison Licencieux				Elle a un secret					Jointe				
				Agence spatiale				Inventée					

Qatar Airways annonce un bénéfice record de plus de 2 milliards de dollars

La compagnie aérienne Qatar Airways a annoncé lundi un bond de 28% de son bénéfice net annuel, atteignant un niveau record de 2,15 milliards de dollars. La branche de fret aérien du transporteur qatari a également vu son chiffre d'affaires progresser de 17% sur un an, selon la même source. En 2024, la compagnie qatarie avait déjà annoncé un bénéfice net record de 1,7 milliard de dollars, en hausse annuelle de 39%.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 20 mai 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RELANCE DU PROJET D'USINE HYUNDAI

Le ministre de l'Industrie reçoit une délégation omanaise

Le ministre de l'Industrie, M. Sifi Ghrieb, a reçu hier, à Alger, une délégation omanaise représentant la société SARL Hyundai Motors Manufacturing Algeria. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à concrétiser sur le terrain les accords conclus avec Sa Majesté le Sultan d'Oman lors de sa dernière visite en Algérie, notamment dans le secteur de l'industrie. Les discussions ont porté sur les mécanismes de relance du projet d'usine Hyundai pour la fabrication de véhicules en Algérie, dans les plus brefs délais, traduisant ainsi la volonté commune de concrétiser le partenariat industriel algéro-omanais sur le terrain, précise le ministère. Il est à rappeler que la marque Hyundai a obtenu l'agrément préliminaire pour la fabrication de véhicules en Algérie, conformément aux dispositions du décret exécutif n° 22-384 fixant les conditions et modalités d'exercice de l'activité de construction de véhicules, une étape clé vers le lancement du projet.

Par S R.

CONSEIL DE LA NATION

Azzouz Nasri élu nouveau président

M. Azzouz Nasri a été élu, hier, nouveau président du Conseil de la nation lors d'une séance plénière consacrée à l'installation des nouveaux membres et l'élection du président du Conseil dans le cadre du renouvellement par moitié de la composante du Conseil de la nation au titre de l'année 2025. M. Nasri, candidat du groupe parlementaire du tiers présidentiel, a été plébiscité par l'ensemble des groupes parlementaires représentés au sein du Conseil de la nation. Dans une allocution à l'issue de son plébiscite à la tête du Conseil de la nation, par les groupes parlementaires représentés au Conseil, le nouveau président du Conseil de la nation, M. Azzouz Nasri, a salué, lundi, l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'institution parlementaire, et son engagement à renforcer la place du pou-

voir législatif dans le système de gouvernance. Il a ainsi remercié les membres du Conseil pour la confiance placée en sa personne, affirmant sa volonté d'être un «président rassembleur de tous les membres du Conseil, quelles que soient leur obédience politique et leur affiliation parlementaire, en vue de consolider son caractère démocratique et pluraliste». Il a également exprimé sa «profonde gratitude et reconnaissance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour son engagement constant à renforcer la place du pouvoir législatif dans le système de gouvernance et sa valorisation permanente de son rôle central dans la consécration de l'Etat de droit et l'ancrage de la pratique démocratique». A cet égard, il a salué l'attention particulière que porte le président de la République à l'institution parlementaire, ce

qui dénote, a-t-il dit, «sa profonde conviction de l'importance de l'équilibre institutionnel et sa volonté politique sincère de moraliser et de rajouer le pouvoir législatif, en rehaussant sa place dans l'édifice institutionnel de l'Etat et en encourageant l'alternance démocratique responsable». Diplômé de l'Ecole nationale d'Administration (ENA) en 1970, M. Nasri a occupé plusieurs fonctions judiciaires, notamment Premier président de la Cour suprême entre 1995 et 2001, ainsi que Procureur général auprès des cours de justice de Skikda et Constantine. Il a été également membre du Conseil constitutionnel, député à l'Assemblée populaire nationale (APN), puis membre du Conseil de la nation où il a été nommé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en tant que membre du tiers présidentiel en 2022.

MÉTAUX INDUSTRIELS

L'aluminium recule en raison de la hausse des stocks et de l'offre chinoise

Les prix de l'aluminium ont chuté lundi, reculant de 1,3 % à 2.448,50 dollars la tonne sur le London Metal Exchange (LME) en raison de la hausse des stocks disponibles et une augmentation de la pro-

duction chinoise. "Les stocks d'aluminium ont atteint leur plus haut niveau depuis décembre, réduisant les inquiétudes sur l'offre", notent des analystes du marché. En parallèle, la Chine, premier

consommateur mondial, a augmenté sa production de 3,4 % sur les quatre premiers mois de l'année pour atteindre 14,8 millions de tonnes sur la période janvier-avril. Le marché est aussi influencé

par le ralentissement de l'économie chinoise et la stagnation des prix de l'immobilier et du ralentissement de la croissance industriel. Parmi les autres métaux cotés à Londres, le cuivre a gagné

0,2% à 9.465,5 dollars la tonne, le plomb a progressé de 0,3 % à 2005 dollars, l'étain a gagné 0,5 % à 32.965 dollars tandis que le zinc a reculé de 0,04 % à 2.690,5 dollars.

PRATIQUE DOUTEUSE DE LA FRANCE SUR LES VISAS:

L'Algérie répondra par une application stricte de la réciprocité

L'Algérie qui suit avec un grand étonnement les développements intervenus récemment dans la communication française au sujet de la problématique des visas, répondra par une application stricte de la réciprocité à la juste mesure du manquement de la partie française à ses obligations et engagements, indique lundi un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. "Le Gouvernement algérien suit avec un grand étonnement les développements intervenus récemment dans la communication française au sujet de la problématique des visas d'une manière générale et de celle de l'exemption des passeports diplomatiques et de service de cette procédure d'une manière particulière", précise la même source. En effet, le Gouvernement algérien "n'a pas manqué de constater que la communication française à ce sujet semble relever désormais d'une pratique curieuse et douteuse consistant à organiser grossièrement des fuites à des médias savamment sélectionnés par les services du ministère français de l'Intérieur et de la Direction générale de la police française", note le communiqué. "C'est désormais par ce canal inhabituel que sont

annoncées les décisions françaises dans un irrespect total pour les usages diplomatiques consacrés et dans une violation, toute aussi totale, des dispositions de l'Accord algéro-français de 2013 organisant l'exemption de visas au profit des détenteurs de passeports diplomatiques et de service. Et de fait, jusqu'à ce jour, et en contravention flagrante notamment avec les dispositions de l'article 8 de cet Accord, l'Algérie n'a été rendue destinataire d'aucune notification officielle française par le seul et unique canal qui vaille dans les relations entre Etats, en l'occurrence le canal diplomatique". "Le Chargé d'affaires de l'Ambassade de France à Alger, qui a fait l'objet de quatre convocations au ministère des Affaires étrangères à ce sujet, a systématiquement affirmé ne disposer d'aucune instruction du ministère français des Affaires étrangères. De la même manière, et à ce jour, il n'a pas été en mesure de répondre aux demandes algériennes formelles de clarification sur ce même sujet", relève-t-on. Le Gouvernement algérien "tient à rappeler de manière solennelle que c'est la partie française qui porte la responsabilité, pleine et entière, des premières violations de l'Accord de 2013 portant exemption de visas au profit des déten-

teurs de passeports diplomatiques et de service. Dès leur survenance, ces violations ont fait l'objet d'un communiqué officiel des autorités algériennes les déplorant et mettant la partie française face à ses responsabilités en la matière". Dans le prolongement de ce rappel, le Gouvernement algérien "rejette, comme étant foncièrement une inexactitude et une contre-vérité, l'allégation française selon laquelle c'est l'Algérie qui aurait été la première à manquer à ses obligations au titre de l'Accord de 2013". Au-delà de ces mises au point indispensables, le Gouvernement algérien "saisit cette occasion pour rappeler qu'en matière d'exemption de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service, l'Algérie n'a jamais été demandeur. Lors de l'introduction du visa, en 1986, pour les ressortissants des deux pays, c'est la France qui a pris l'initiative d'une proposition portant exemption de cette exigence au profit des détenteurs de passeports diplomatiques. L'Algérie y avait alors opposé une fin de non-recevoir franche et sans équivoque. Bien plus tard, dans le cours des années 1990, et par trois fois, la partie française a renouvelé cette même proposition qui a essuyé une même fin de non-recevoir systématique". "Ce n'est qu'en 2007,

lorsque la partie française est revenue encore une fois à la charge sur ce même sujet, que la partie algérienne a fini par consentir à la conclusion d'un accord bilatéral portant exemption de visas au profit des détenteurs de passeports diplomatiques. Et c'est toujours à l'initiative de la partie française qu'un nouvel Accord, conclu en 2013, a élargi l'exemption aux détenteurs de passeports de service et a abrogé l'Accord de 2007 à portée limitative", rappelle le communiqué. "Au total, il apparaît dans la pratique que le Gouvernement français tend vers le gel ou la suspension de l'Accord de 2013, en évitant soigneusement d'en assumer les responsabilités et les conséquences, et ce au mépris des dispositions pertinentes dudit Accord". "Aujourd'hui, comme hier, l'Algérie n'a aucun intérêt particulier, ni aucun attachement significatif, à l'égard de cet Accord. Elle prend dûment acte de ce qui s'apparente à une suspension de fait de l'Accord de 2013 sans le respect par la France des procédures requises. Elle en tire toutes les conséquences et y répondra par une application stricte de la réciprocité à la juste mesure du manquement de la partie française à ses obligations et engagements", conclut le communiqué.